

JAN
17
2026

MAG

By Ladj

**La faute fatale de Zuckerberg :
la fuite qui a
remis les clés du
monde à la
Chine**

**Éloge du papier à
l'ère de l'IA :
un enjeu de
souveraineté
cognitive pour
le Maroc**

Dossier spécial
**De l'intelligence artificielle
à l'intelligence collective**

QUAND RABAT PARLE !
**"AI MADE IN
MOROCCO"**
MAIS SIGNÉ ENCORE À PARIS !

MAGAZINE 100% WEB CONNECTé & AUGMENTé EN FORMAT FLIPBOOK !
version non-commerciale

N°01

EDITO

Quand Rabat parle " AI MADE IN MOROCCO " mais signe encore à Paris !

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

- Dossier spécial: De l'intelligence artificielle à l'intelligence collective
- Maroc 2030 : la Génération Alpha face à une société lente
- Alerte générale : la Physical AI annonce-t-elle la fin programmée des avantages comparatifs
- Physical AI et paradoxe de la productivité : attention aux fausses évidences
- CES 2026 : De l'intelligence artificielle autonome aux humanoïdes utiles
- Hyundai Motor déployera des robots humanoïdes « Atlas » dans son usine de Géorgie dès 2028
- OpenAI lance « ChatGPT Health »: une interface dédiée aux questions médicales et à la gestion de la santé
- Gmail retire une fonction historique : ce que ça change pour vos courriels en 2026
- Après l'IA qui écrit, dessine et parle, voici l'IA qui marche, manipule, conduit et produit.
- OpenAI sort... un stylo qui pense pour vous ?
- La faute fatale de Zuckerberg : la fuite qui a remis les clés du monde à la Chine
- Éloge du papier à l'ère de l'IA : un enjeu de souveraineté cognitive pour le Maroc
- De l'aiguille à l'IA : ce que le Maâlam peut encore nous apprendre
- VL-JEPA, IA frugale et vision systémique : une voie marocaine pour Maroc Digital 2030
- Il était une fois l'IA
- La Chine prépare un cadre inédit pour encadrer les chatbots IA et prévenir les risques psychologiques
- ChatGPT « Wrapped » : ton année 2025 résumé comme une playlist
- Italie : l'IA influence un cadeau de Noël sur trois, pour 3,5 milliards d'euros
- OpenAI devient "Group PBC" et recompose son capital: nouveau pacte avec Microsoft et cap sur l'IPO
- Fortunes record : l'IA fabrique des milliardaires à grande vitesse
- LEGO dévoile Smart Play, une brique intelligente qui enrichit l'expérience des joueurs
- Votre nouvel assistant tient dans un pendentif : futur ou gadget ?



By Ladj

الراسانة
ARRISSALA SA
Imprimerie Arrissala



JAN | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

CONTRIBUTEURS : DR AZ-EDDINE BENNANI - MAMOUNE ACHARKI
MAMADOU BILALY COULIBALY - MOHAMED AIT BELLAHCEN
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

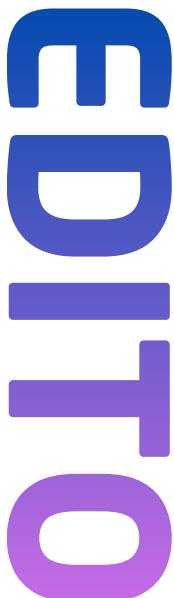
www.pressplus.ma

By Lodj WEB TV



100% digitale
100% Made in Morocco





QUAND RABAT PARLE “AI MADE IN MOROCCO” MAIS SIGNÉ ENCORE À PARIS !

Il y a parfois un décalage troublant entre le récit politique et la réalité des choix stratégiques. Le Maroc en donne aujourd’hui une illustration saisissante avec l’intelligence artificielle. D’un côté, un discours volontariste, presque fondateur, porté par la journée « AI Made in Morocco », célébrant la recherche nationale, les talents locaux, l’intelligence collective et l’ambition d’une IA endogène. De l’autre, un mémorandum d’entente avec Mistral AI, pépite française certes prometteuse, mais symbole persistant d’une dépendance technologique... française.

Comme nous l’avions déjà souligné dans [notre article de septembre 2025](#), la question mérite d’être reposée sans détour : peut-on revendiquer une souveraineté numérique quand l’architecture cognitive de l’État repose sur des modèles conçus ailleurs ?

Soyons justes. La journée AI Made in Morocco, organisée le 12 janvier 2026, a posé des jalons sérieux. Vision structurée, priorités claires, mobilisation des universités, des institutions, du secteur privé. Le lancement des Jazari Institutes, en hommage à l’héritage scientifique arabo-musulman, constitue une initiative forte, symboliquement et stratégiquement.

Recherche scientifique, lien industrie-université, data factories, attractivité des talents, IA appliquée aux zones rurales, aux grands événements sportifs : le discours est cohérent. Mieux encore, il rompt avec une logique de simple consommation technologique pour assumer l’idée de production, de co-construction, voire de leadership régional.

Mais voilà. Ce récit ambitieux entre en tension directe avec un choix politique précis : Mistral AI comme partenaire stratégique de l’État marocain.

Le choix de Mistral n’est pas anodin. Il est même hautement politique. Il traduit une volonté de s’éloigner des GAFAM américains, accusés – parfois à raison – d’hégémonie, d’extraterritorialité juridique et d’appropriation massive des données.

Sur le papier, l’argument se tient. Une alternative européenne, open-weight, RGPD-compatible, moins intrusive. Très bien.

Mais dans les faits, Mistral reste une entreprise française, financée en partie par des capitaux étrangers, alignée sur une stratégie industrielle hexagonale, et intégrée à un écosystème où Paris conserve la main sur les choix structurants.

Autrement dit : on a déplacé le centre de gravité, sans vraiment le rapatrier.

La souveraineté n’est pas une question de passeport juridique, mais de capacité réelle à maîtriser, entraîner, adapter et gouverner la technologie. Or, aujourd’hui, les modèles fondamentaux restent conçus hors du Maroc. Les briques critiques aussi. Les standards, également.



C'est ici que le débat devient sérieux.

Les Jazari Institutes promettent beaucoup. Mais quelle est leur place réelle dans la chaîne de valeur ? Seront-ils producteurs de modèles fondamentaux, ou simples intégrateurs intelligents de technologies importées ?

Car l'histoire économique marocaine est jalonnée de "partenariats stratégiques" où l'expertise restait à l'extérieur, pendant que le pays servait de terrain d'expérimentation, de marché pilote ou de vitrine régionale.

La souveraineté numérique ne se décrète pas dans un événement institutionnel, aussi bien organisé soit-il. Elle se mesure à des indicateurs concrets :

- Qui possède les poids des modèles ?
- Qui décide des évolutions algorithmiques ?
- Où sont entraînées les IA ?
- Qui capte la valeur économique finale ?

Sur ces questions, le silence est encore trop confortable.

La ministre a raison sur un point fondamental : on ne fait rien tout seul. L'intelligence collective est indispensable. Mais coopération ne signifie pas subordination.

Le risque, aujourd'hui, est de voir émerger une dépendance technologique de nouvelle génération, plus élégante, plus "open", plus narrative... mais tout aussi structurante que les anciennes.

Une souveraineté marocaine crédible passerait par :

- un investissement massif et durable dans la recherche locale,
- des modèles entraînés sur des corpus nationaux et africains,
- des data centers souverains,
- et surtout, une capacité assumée à dire non à certains partenaires, même "amis".



Mohamed Ait Bellahcen

Le Maroc a les talents. Il a les institutions. Il a désormais un récit. Mais tant que les choix structurants continueront de s'écrire en français, en anglais ou en américain, la souveraineté restera un horizon, pas une réalité.

AI Made in Morocco est une promesse. Le partenariat avec Mistral est un test.

La question demeure, intacte et inconfortable : le Maroc veut-il vraiment produire son intelligence artificielle... ou seulement mieux choisir celle des autres ?

L'histoire jugera. Mais l'IA, elle, n'attend pas.

Il y a des moments où un pays est sommé de choisir. Non pas entre le bien et le mal, ni entre tradition et modernité, mais entre subir le monde tel qu'il se transforme ou tenter, avec lucidité, d'en influencer le cours. L'intelligence artificielle place aujourd'hui le Maroc face à ce type de moment. Ni fantasme technologique, ni simple effet de mode, l'IA est devenue un fait politique, économique et social total. Elle redessine les rapports de puissance, bouleverse les administrations, transforme le travail et interroge jusqu'à notre manière de penser la souveraineté.

Avec le document « AI made in Morocco », le Royaume franchit un seuil symbolique important : il ne s'agit plus d'additionner des initiatives dispersées, des startups prometteuses ou des discours enthousiastes, mais d'assumer une vision d'État. Une doctrine. Un cap. Pour la première fois, l'intelligence artificielle est pensée comme un levier structurant de développement national, au même titre que l'énergie, l'industrie ou les infrastructures.

Ce choix n'a rien d'anodin. L'IA n'est pas neutre. Elle est façonnée par ceux qui la conçoivent, l'entraînent, la financent et la gouvernent. Derrière chaque algorithme se cachent des données, des valeurs implicites, des priorités économiques et des arbitrages politiques. Laisser ce champ stratégique aux seules grandes puissances technologiques serait accepter une dépendance silencieuse, mais durable. À l'inverse, prétendre à une souveraineté absolue relèverait de l'illusion. Toute la difficulté, pour un pays comme le Maroc, réside dans cet entre-deux exigeant : coopérer sans se diluer, innover sans se soumettre, ouvrir sans renoncer à décider.

Le débat sur l'IA est souvent capturé par deux excès symétriques. D'un côté, un techno-optimisme naïf, qui promet efficacité, croissance et inclusion comme par magie. De l'autre, un discours anxiogène, obsédé par la destruction des emplois, la surveillance généralisée ou la perte de contrôle. La réalité, plus complexe, impose un regard adulte. L'IA n'est ni une baguette magique ni une fatalité. Elle est un outil de puissance. Et comme tout outil de puissance, elle renforce ceux qui savent la gouverner.

C'est là que se joue l'essentiel. Gouverner l'IA, ce n'est pas seulement investir dans des data centers ou former des ingénieurs. C'est organiser la donnée publique, repenser l'administration, protéger les citoyens, arbitrer entre efficacité et libertés, entre innovation et équité territoriale. C'est aussi accepter que la transformation ne soit pas seulement technologique, mais culturelle. Une administration « augmentée » par l'IA ne peut fonctionner avec des procédures conçues pour le papier et la défiance. Une économie de l'IA ne prospère pas sans confiance, ni sans capital humain durablement formé.

Ce numéro spécial n'a pas vocation à célébrer une stratégie ou à la condamner par principe. Il se veut un espace de lucidité. Article après article, nous avons choisi d'explorer les promesses, mais aussi les angles morts : la gouvernance des données, la crédibilité des chiffres annoncés, les risques de dépendance technologique, les fractures territoriales, la réalité du financement de l'innovation, la place du citoyen dans cette transformation.

Car au fond, la question n'est pas seulement de savoir si le Maroc peut développer une intelligence artificielle souveraine. La question est plus profonde : le pays est-il prêt à transformer cette ambition technologique en intelligence collective ? En capacité à décider ensemble, à coopérer entre institutions, à associer les territoires, à faire de l'IA non pas un privilège réservé à quelques-uns, mais un outil au service du plus grand nombre.

L'IA ne jugera pas le Maroc. Mais elle révélera, sans indulgence, ses forces comme ses fragilités. Ce numéro est une invitation à regarder cette réalité en face.





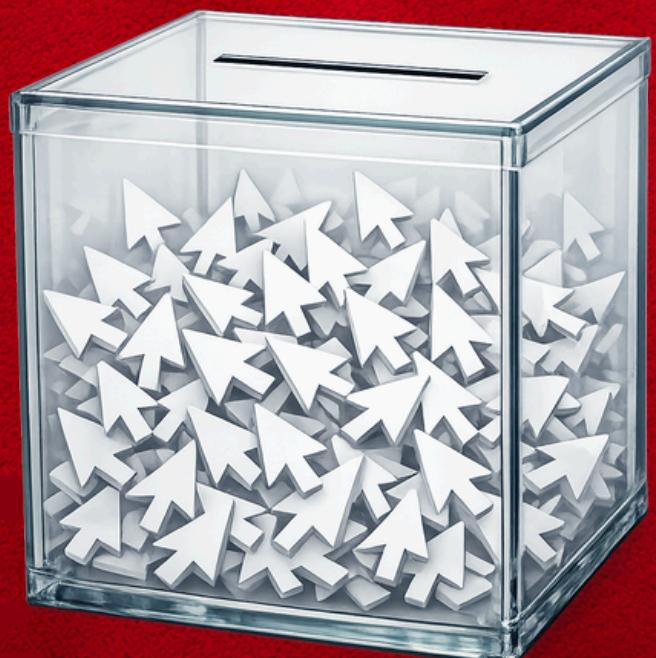
POURQUOI UNE CHARTE DU 11 JANVIER POUR LA JEUNESSE?

Cette initiative volontaire s'inscrit dans la volonté de poser les bases d'un nouveau pacte national en faveur de la jeunesse marocaine, dans un contexte de transformations profondes que connaît la société marocaine depuis plusieurs années. L'élévation du niveau des droits et libertés, l'élargissement des attentes citoyennes et la diversification des revendications politiques, économiques, sociales et culturelles ont placé les jeunes au cœur des dynamiques de plaidoyer et de mobilisation depuis plus d'une décennie.

**CLIQUEZ ICI
ET PARTICIPEZ
AU VOTE**



By Lodj



AI made in Morocco : le Maroc se dote enfin d'une doctrine nationale de l'IA

Lorsqu'un État parle de doctrine, il ne s'agit jamais d'un simple document administratif. Une doctrine fixe un cadre de pensée, une hiérarchie des priorités et, surtout, une vision du monde. En ce sens, « AI made in Morocco » marque une rupture : pour la première fois, l'intelligence artificielle n'est plus abordée comme une succession de projets, mais comme un choix stratégique structurant.

Jusqu'ici, le paysage marocain de l'IA ressemblait à une mosaïque : startups innovantes, programmes de formation, expérimentations sectorielles, partenariats internationaux. Cette effervescence avait un mérite : prouver que le pays n'était pas absent du mouvement mondial. Mais elle avait aussi une limite majeure : l'absence d'un cadre unificateur capable d'orienter l'ensemble vers un objectif commun.

La doctrine proposée repose sur un postulat clair : la souveraineté numérique ne se décrète pas, elle se construit. Et cette construction passe par trois piliers indissociables. D'abord, la maîtrise des données, considérées comme une ressource stratégique nationale. Ensuite, le développement d'infrastructures et de compétences locales capables de transformer ces données en valeur. Enfin, l'adoption de l'IA à grande échelle, notamment dans l'administration et les services publics, afin de produire un impact tangible sur la vie des citoyens.

Le document avance des objectifs chiffrés ambitieux : contribution significative au PIB, dizaines de milliers d'emplois, formation massive de talents. Ces chiffres ont une fonction politique évidente : donner une mesure de l'enjeu et mobiliser

les acteurs. Mais leur crédibilité dépendra entièrement des mécanismes de mise en œuvre. Une doctrine n'est efficace que si elle s'accompagne d'arbitrages clairs, de budgets identifiés et d'une gouvernance lisible.

L'un des apports notables de cette stratégie est son refus implicite du mimétisme. Le Maroc ne cherche pas à reproduire le modèle des géants technologiques, ni celui des grandes puissances industrielles. Il mise sur ses spécificités : une administration centrale forte, une proximité territoriale, une diversité linguistique et culturelle, et une position géopolitique singulière entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe.

Reste une question centrale : cette doctrine survivra-t-elle à l'effet d'annonce ? L'histoire des politiques publiques est jalonnée de stratégies ambitieuses restées lettre morte faute de coordination, de continuité ou de courage politique. L'IA, par sa nature transversale, exacerbe ces risques. Elle oblige les ministères à travailler ensemble, les administrations à partager leurs données, les acteurs publics et privés à coopérer sans se méfier systématiquement.

En cela, « AI made in Morocco » est moins un aboutissement qu'un point de départ. Il trace une direction. Il ne garantit pas le chemin.



Souveraineté numérique : pourquoi l'IA est devenue une affaire d'Etat

Pendant longtemps, la souveraineté s'est pensée en termes de frontières, d'armée, de monnaie ou d'énergie. Aujourd'hui, elle se joue aussi — et parfois surtout — dans les flux invisibles de données, les algorithmes et les infrastructures numériques.

L'intelligence artificielle a déplacé le centre de gravité du pouvoir. Elle n'est plus un simple outil d'optimisation, mais un instrument de décision, d'anticipation et d'influence. À ce titre, elle ne peut plus être laissée au seul marché.

Lorsque l'État marocain décide d'inscrire l'IA au rang de ses priorités stratégiques, il reconnaît implicitement une réalité : celui qui contrôle les données et les modèles contrôle une part croissante de la capacité à gouverner. Les algorithmes orientent déjà l'accès à l'information, la gestion des flux, la détection des risques, la distribution de ressources. Demain, ils pèseront encore davantage sur la santé, la fiscalité, la justice, la sécurité ou l'aménagement du territoire.

La souveraineté numérique ne signifie pas l'autarcie. Aucun pays, surtout de taille intermédiaire, ne peut prétendre développer seul l'ensemble de la chaîne technologique. Mais elle implique un principe fondamental : conserver la capacité de choisir. Choisir où sont stockées les données sensibles, qui y accède, selon quelles règles. Choisir les partenariats, les dépendances acceptables, les lignes rouges à ne pas franchir.



Dans ce contexte, l'IA devient une affaire d'Etat parce qu'elle touche au cœur du contrat social. Une administration qui s'appuie sur des systèmes opaques, conçus ailleurs, sans contrôle démocratique, fragilise la confiance des citoyens. À l'inverse, une IA gouvernée, encadrée et assumée peut devenir un levier de modernisation et de légitimité.

Le Maroc se trouve à un carrefour délicat. D'un côté, la tentation de la facilité : adopter des solutions clés en main proposées par les géants technologiques mondiaux. De l'autre, l'ambition plus exigeante de construire des briques souveraines, quitte à avancer plus lentement. La doctrine « AI made in Morocco » tente de tracer une voie médiane : coopérer, mais en conservant la maîtrise des éléments critiques.

Cette posture suppose un État stratège, capable de comprendre la technologie sans la sacrifier, de dialoguer avec les acteurs privés sans se laisser capturer, et de réguler sans étouffer l'innovation. Elle suppose aussi une montée en compétence de l'administration elle-même. On ne gouverne pas l'IA avec des outils conceptuels du siècle dernier.

Faire de l'IA une affaire d'Etat, ce n'est donc pas la nationaliser, mais l'inscrire dans un cadre politique clair. La vraie question n'est pas de savoir si l'Etat doit intervenir, mais comment il le fait — avec quelle vision, quelle transparence et quelle responsabilité.

Gouverner la donnée publique : le Maroc est-il prêt pour l'ère de la data souveraine ?

L'intelligence artificielle se nourrit d'un carburant unique : la donnée. Sans données fiables, massives et bien structurées, les algorithmes ne produisent que des promesses creuses. Or, au Maroc comme ailleurs, l'État est le principal détenteur de données stratégiques : état civil, fiscalité, santé, éducation, foncier, mobilité. Gouverner l'IA commence donc par gouverner la donnée publique.

La stratégie nationale met en avant la création de « data factories » et de mécanismes d'interopérabilité entre administrations. Sur le papier, l'ambition est forte : casser les silos, mutualiser l'information, améliorer la qualité des services. Dans les faits, le chantier est colossal. Les données publiques marocaines sont souvent fragmentées, hétérogènes, parfois incomplètes, et protégées par des logiques institutionnelles jalouses.

La souveraineté de la donnée ne se résume pas à son hébergement sur le territoire national. Elle implique des règles claires sur la collecte, l'usage, le partage et la protection. Qui peut accéder à quoi ? À quelles conditions ? Avec quels contrôles ? Ces questions sont autant juridiques que politiques. Elles touchent directement à la vie privée, à la confiance des citoyens et à la crédibilité de l'action publique.

Le risque est double. D'un côté, une centralisation excessive, qui transformeraient la donnée en instrument de contrôle opaque. De l'autre, une ouverture mal encadrée, qui exposerait des informations sensibles à des usages abusifs ou à des acteurs extérieurs. Entre ces deux écueils, l'État doit inventer une gouvernance équilibrée, fondée sur la transparence, la traçabilité et la responsabilité.

La loi, à elle seule, ne suffira pas. Gouverner la donnée suppose une culture administrative nouvelle, où le partage n'est

plus perçu comme une perte de pouvoir, mais comme un gain collectif. Cela suppose aussi des compétences techniques capables de comprendre les enjeux de sécurité, d'anonymisation et de qualité des données.

La question centrale demeure : le Maroc est-il institutionnellement prêt à cette mutation ? La réponse dépendra moins des textes que des pratiques. La donnée souveraine ne se décrète pas. Elle se construit, patiemment, dans la confiance et la cohérence.



Cloud souverain et data centers verts : le pari stratégique des infrastructures

Parler d'intelligence artificielle sans parler d'infrastructures revient à bâtir sur du sable. Derrière chaque modèle, chaque calcul, chaque prédiction, se cachent des serveurs, de l'énergie, des réseaux. Le choix du cloud souverain et des data centers verts révèle une compréhension fine de cet enjeu matériel souvent sous-estimé.

En misant sur des infrastructures locales, le Maroc cherche à reprendre la main sur un maillon critique de la chaîne de valeur numérique. Héberger ses données sensibles à l'étranger, c'est accepter une dépendance juridique et stratégique. Les lois extraterritoriales, les tensions géopolitiques et les ruptures de service sont autant de vulnérabilités potentielles.

Mais l'infrastructure n'est pas qu'une question de souveraineté. Elle est aussi environnementale et économique. Les data centers sont énergivores. Leur déploiement massif pose des questions de durabilité, d'accès à l'électricité et d'impact climatique. En liant cloud souverain et data centers verts, le Maroc tente de concilier ambition numérique et contraintes écologiques.

Ce pari est audacieux. Il suppose des investissements lourds, une planification fine et une articulation étroite avec la stratégie énergétique nationale. Il suppose aussi de résister à la facilité de solutions étrangères immédiatement disponibles. Le temps long devient ici un choix politique.

L'enjeu dépasse largement le secteur technologique. Ces infrastructures conditionnent la capacité du pays à attirer des investissements, à développer des services publics numériques robustes et à se positionner comme hub régional. Elles sont la colonne vertébrale invisible de toute la stratégie IA.



Parler Darija et Amazigh : quand les modèles de langage deviennent un enjeu politique

L'un des aspects les plus révélateurs de la stratégie marocaine en matière d'intelligence artificielle ne concerne ni les data centers ni les algorithmes les plus sophistiqués, mais la langue. Le choix de développer des modèles capables de comprendre et de produire la Darija et l'Amazigh est tout sauf anecdotique. Il touche au cœur du lien entre l'État et ses citoyens.

Dans la plupart des pays, l'IA linguistique s'est développée autour des langues dominantes du numérique : l'anglais d'abord, puis quelques grandes langues européennes ou asiatiques. Cette hiérarchie linguistique n'est pas neutre. Elle reproduit des rapports de pouvoir, exclut des populations entières de l'accès aux services numériques et renforce une fracture invisible entre ceux qui maîtrisent la langue du système et ceux qui en sont éloignés.

Au Maroc, cette question prend une dimension particulière. Une partie significative de la population ne s'exprime pas naturellement en français ou en arabe classique. Pour ces citoyens, l'administration numérique peut devenir un mur supplémentaire, au lieu d'un levier de simplification. Intégrer la Darija et l'Amazigh dans les modèles de langage, c'est reconnaître cette réalité sociale et tenter d'y répondre.

Mais cette ambition est aussi politique. Un modèle de langage n'est pas un simple traducteur. Il interprète, reformule, hiérarchise l'information. Il incarne une vision implicite de la relation entre l'institution et l'individu. Qui décide de la manière dont une requête est comprise ? Qui fixe les réponses « correctes » ? Derrière la technique se cache une conception du service public.

Développer des LLM adaptés au contexte marocain suppose un effort considérable : collecte de données linguistiques de qualité, respect des sensibilités culturelles, arbitrage entre standardisation et diversité. Cela suppose aussi de résister à la tentation de solutions importées, souvent incapables de saisir les nuances locales.

L'enjeu est clair : une IA qui parle la langue des citoyens peut rapprocher l'administration du quotidien. Une IA qui ignore ces réalités risque d'aggraver la distance. La langue devient ainsi un instrument de souveraineté douce, mais décisive.



IA et administration : vers un État proactif ou un fantasme technologique ?

L'intelligence artificielle est souvent présentée comme la clé de voûte de la modernisation administrative.

Automatisation des démarches, anticipation des besoins, réduction des délais : l'IA promet un État plus rapide, plus efficace, presque invisible. Dans la stratégie marocaine, cette promesse prend une forme précise : celle d'un État proactif, capable d'agir avant même que le citoyen ne formule sa demande.

Le principe du « once and only » cristallise cette ambition. Fournir une information une seule fois, puis laisser l'administration se coordonner en interne, est une idée séduisante. Elle répond à une frustration largement partagée : la répétition des démarches, la multiplication des justificatifs, la lenteur des procédures. Mais transformer cette idée en réalité suppose bien plus qu'un déploiement technologique.

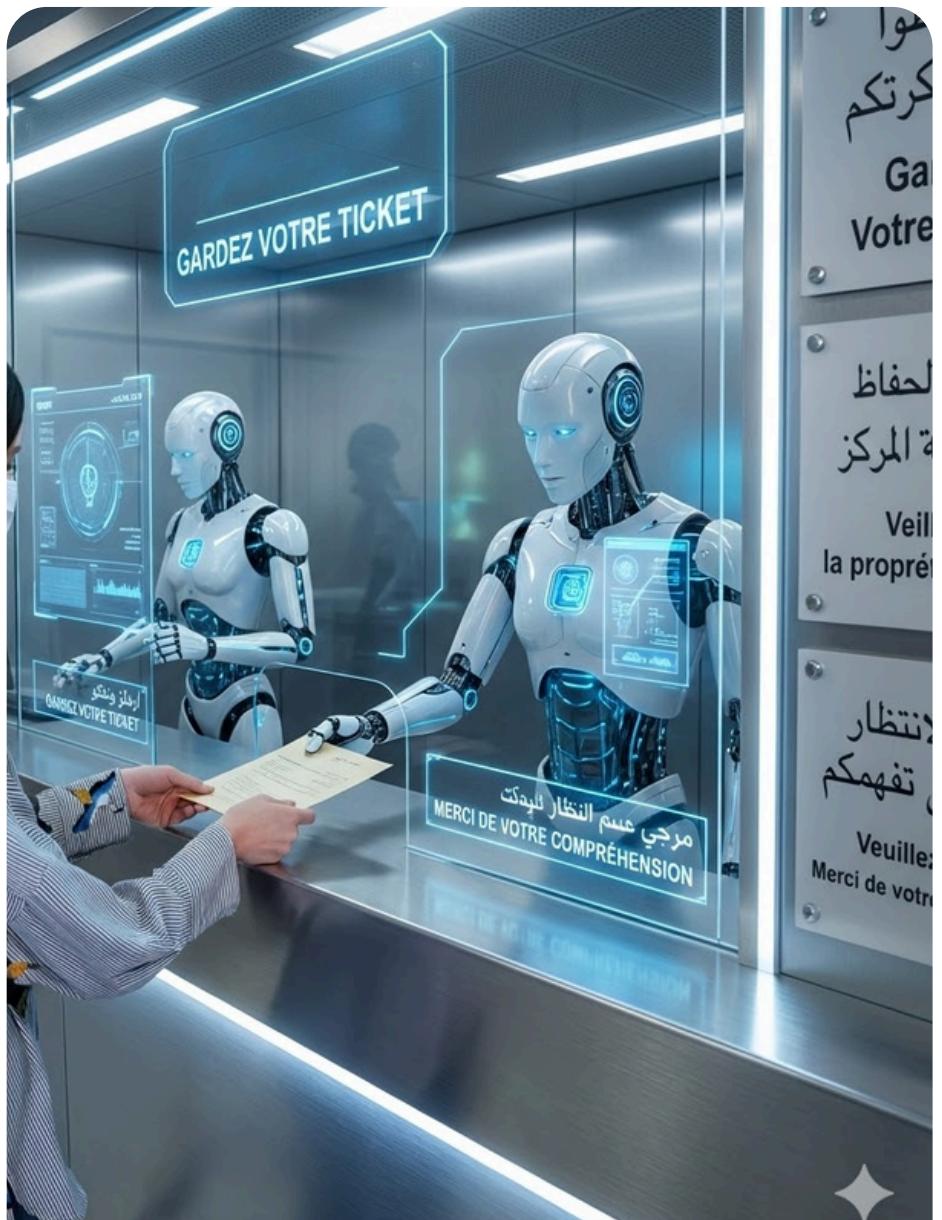
Le premier obstacle est structurel. L'administration marocaine, comme beaucoup d'autres, est organisée en silos. Chaque ministère, chaque organisme, détient ses données, ses procédures, ses logiques de contrôle. L'IA, par nature, traverse ces frontières. Elle exige une circulation fluide de l'information, une interopérabilité réelle et une confiance institutionnelle forte. Sans cela, elle ne fait que superposer une couche technologique à une architecture dysfonctionnelle.

Le second obstacle est humain. Introduire l'IA dans l'administration modifie les rôles, les responsabilités et parfois le sens même du travail. Certains agents peuvent y voir un outil d'aide, d'autres une menace pour leur expertise ou leur emploi. Sans accompagnement sérieux, formation continue et dialogue social, l'IA risque de susciter des résistances silencieuses mais paralysantes.

Il y a enfin un enjeu démocratique majeur. Un État proactif peut rapidement devenir un État intrusif. À partir de quelles données l'administration anticipe-t-elle les besoins ? Jusqu'où peut-elle aller sans consentement explicite ? La frontière entre service et surveillance est ténue. L'IA rend cette frontière plus floue encore, car elle agit souvent sans intervention humaine directe.

La modernisation administrative par l'IA ne peut donc être un simple projet technique. Elle doit être pensée comme une réforme politique et éthique. Transparence des algorithmes, explicabilité des décisions automatisées, droit au recours humain : ces principes ne sont pas des luxes, mais des conditions de légitimité.

L'IA peut transformer l'administration marocaine. Mais elle ne la rendra pas meilleure par défaut. Elle ne fera qu'amplifier ce qui existe déjà : l'efficacité si les bases sont solides, la confusion si elles ne le sont pas. Le fantasme technologique commence là où s'arrête la réforme réelle.



Réduire les fractures territoriales grâce à l'IA : promesse sociale ou illusion numérique ?

L'intelligence artificielle est souvent invoquée comme un outil capable de corriger les déséquilibres territoriaux. Télé-médecine, enseignement à distance, services administratifs dématérialisés : l'IA serait le raccourci technologique permettant de connecter les zones rurales, montagneuses ou enclavées au même niveau de services que les grands centres urbains. Cette promesse mérite d'être examinée avec prudence.

Les fractures territoriales au Maroc sont anciennes et multidimensionnelles. Elles ne relèvent pas uniquement d'un déficit technologique, mais aussi d'infrastructures, de ressources humaines, de continuité des politiques publiques. Introduire de l'IA dans un territoire mal desservi par le réseau, sans personnel formé ni accompagnement local, risque de produire un effet vitrine plutôt qu'un impact réel.

L'IA peut certes jouer un rôle important. En santé, par exemple, elle peut aider au diagnostic à distance, optimiser l'orientation des patients ou mieux répartir les ressources médicales. En éducation, elle peut soutenir les enseignants isolés, proposer des contenus adaptés, détecter les décrochages précoces. En administration, elle peut réduire les déplacements et simplifier l'accès aux droits.

Mais ces bénéfices ne sont pas automatiques. Ils supposent un socle minimum : connectivité fiable, équipements accessibles, compétences locales. Sans ce socle, l'IA risque de renforcer les inégalités existantes en bénéficiant d'abord aux territoires déjà mieux dotés.

Il existe aussi un risque de centralisation accrue.

Une IA pilotée depuis le centre, alimentée par des données agrégées, peut produire des décisions déconnectées des réalités locales. Les territoires ne sont pas des abstractions statistiques. Ils ont des spécificités sociales, culturelles et économiques que les algorithmes peinent parfois à saisir.

Réduire les fractures territoriales par l'IA suppose donc une approche territorialisée de la technologie. Cela implique d'associer les collectivités locales, de former des relais sur le terrain, d'adapter les solutions aux contextes spécifiques. L'IA doit être un outil au service des territoires, pas un substitut à l'action publique locale.

La promesse sociale de l'IA est réelle. Mais elle ne se réalisera que si elle est pensée comme un complément aux politiques d'aménagement et de développement, et non comme leur remplaçante.



200 000 talents IA formés : ambition réaliste ou inflation des chiffres ?

Former 200 000 talents dans le domaine de l'intelligence artificielle est une annonce forte, presque spectaculaire. Elle traduit une prise de conscience essentielle : sans capital humain, il n'y a pas de souveraineté technologique. Mais comme toute promesse chiffrée, elle appelle une analyse rigoureuse.

Que recouvre exactement la notion de « talent IA » ? Un ingénieur spécialisé en machine learning ? Un technicien capable d'exploiter des outils existants ? Un citoyen sensibilisé aux usages numériques ? La réponse n'est pas anodine. Derrière un chiffre global peuvent se cacher des réalités très différentes.

Le risque de l'inflation des chiffres est bien connu des politiques publiques. Multiplier les formations courtes, les certifications rapides et les programmes de sensibilisation permet d'atteindre des volumes impressionnantes, mais pas nécessairement de créer des compétences solides. Or, l'IA exige des profils rares, hautement qualifiés, mais aussi des compétences intermédiaires capables de faire le lien entre la technologie et les besoins concrets.

Un autre enjeu majeur concerne l'adéquation avec le marché du travail. Former massivement sans débouchés réels crée frustration et déclassement. L'IA ne doit pas devenir une nouvelle filière de promesses déçues. Les formations doivent être pensées en lien étroit avec les besoins de l'administration, des entreprises et des secteurs productifs.

Il y a enfin une question de temporalité. Former des talents IA de haut niveau prend du temps. Cela suppose des enseignants qualifiés, des infrastructures pédagogiques, des partenariats académiques solides. Accélérer artificiellement ce processus peut nuire à la qualité.

L'ambition de former 200 000 talents est louable. Sa réussite dépendra de la clarté des objectifs, de la qualité des formations et de la capacité à inscrire ces compétences dans une stratégie économique cohérente.



L'école marocaine face à l'IA : révolution pédagogique ou empilement de programmes ?

Introduire l'intelligence artificielle à l'école est devenu un réflexe quasi universel. Partout, les systèmes éducatifs cherchent à préparer les élèves à un monde transformé par les technologies numériques. Le Maroc ne fait pas exception. Mais la question centrale n'est pas de savoir si l'IA doit entrer à l'école, mais comment.

L'IA peut être un formidable outil pédagogique. Elle permet de personnaliser les apprentissages, d'identifier les difficultés précoces, de soutenir les enseignants dans des classes hétérogènes. Elle peut aider à réduire l'échec scolaire, à condition d'être utilisée comme un appui, non comme un substitut à l'humain.

Le risque, cependant, est celui de l'empilement. Ajouter des modules, des plateformes, des outils numériques à un système éducatif déjà sous tension peut produire l'effet inverse de celui recherché. L'école marocaine fait face à des défis structurels : effectifs chargés, inégalités territoriales, formation des enseignants. L'IA ne peut pas corriger ces failles par magie.

Il existe également un enjeu d'équité. Une école augmentée par l'IA dans les grandes villes, face à une école sous-équipée dans les zones rurales, risque d'aggraver les écarts. L'introduction de l'IA doit donc être progressive, accompagnée et pensée dans une logique d'égalité d'accès.

Enfin, l'éducation à l'IA ne doit pas se limiter à l'apprentissage d'outils. Elle doit développer l'esprit critique, la compréhension des enjeux éthiques, la capacité à interagir avec des systèmes automatisés sans les subir. Former des citoyens, pas seulement des utilisateurs.

La véritable révolution pédagogique ne viendra pas de l'IA elle-même, mais de la manière dont elle sera intégrée à une vision éducative globale, cohérente et inclusive.



Jazari : le projet le plus ambitieux – et le plus risqué – de la stratégie IA marocaine

S'il fallait désigner un projet emblématique de la stratégie « AI made in Morocco », le réseau des Instituts Jazari s'imposerait sans hésitation. Pensé comme un système distribué, ancré dans les territoires et coordonné par un centre national – Jazari Root –, ce dispositif incarne l'ambition du Maroc de passer d'une logique de consommation technologique à une logique de production et d'industrialisation de l'IA.

L'idée est séduisante. Plutôt que de concentrer la recherche et l'innovation dans une seule métropole, Jazari propose une architecture en réseau, connectant universités, centres de recherche, acteurs économiques et collectivités territoriales. Chaque région est appelée à développer des cas d'usage en lien avec ses spécificités : agriculture, industrie, services publics, zones rurales ou montagneuses. L'IA devient ainsi un outil de développement territorial, et non un luxe réservé aux grandes villes.

Mais cette ambition porte en elle des risques considérables. Le premier est celui de la gouvernance. Un réseau distribué nécessite une coordination fine, des responsabilités clairement définies et une capacité d'arbitrage rapide. Sans cela, il peut se transformer en une constellation de projets hétérogènes, sans cohérence ni impact réel. L'histoire des politiques publiques marocaines, comme ailleurs, montre que la fragmentation est souvent l'ennemie de l'efficacité.



Le second risque est celui de la dilution des moyens. Multiplier les structures sans garantir leur financement, leur attractivité et leur excellence scientifique peut conduire à une dispersion des ressources. L'IA est un domaine exigeant, où la masse critique compte. Des centres sous-dotés, peinant à attirer des talents de haut niveau, risquent de produire plus de communication que d'innovation.

Il y a enfin un enjeu de temporalité. Les résultats en matière de recherche et d'industrialisation ne sont pas immédiats. Ils demandent de la patience, de la stabilité et une continuité politique rare. Jazari sera jugé non sur ses intentions, mais sur sa capacité à survivre aux cycles administratifs et aux changements de priorités.

Jazari est donc à la fois le cœur et le talon d'Achille de la stratégie marocaine. S'il réussit, il pourrait transformer durablement l'écosystème national de l'IA. S'il échoue, il risque de devenir le symbole d'une ambition mal maîtrisée.

Jazari Root : un MIT marocain ou un hub administratif amélioré ?

Jazari Root est présenté comme le cœur technique et stratégique du dispositif national : un campus de référence, un orchestrateur, un lieu où la recherche appliquée, l'ingénierie et l'industrialisation doivent enfin parler le même langage. Sur le papier, cette centralité est logique. Un réseau distribué comme Jazari ne peut pas fonctionner sans un nœud capable d'assurer la cohérence, la mutualisation des ressources et l'alignement sur des priorités nationales. Mais la centralité est un pouvoir, et tout pouvoir comporte un risque : celui de se transformer en bureaucratie.

La tentation, dans ce type de projet, est de rêver d'un « MIT marocain ». Cette comparaison est compréhensible : on cherche un symbole, un repère, une image d'excellence. Mais elle peut aussi être piégeuse. Les grandes institutions mondiales qui font la différence ne se résument pas à des bâtiments, des logos ou des data centers. Elles reposent sur des conditions intangibles : autonomie scientifique, culture de l'exigence, gouvernance légère, capacité à attirer des talents, et surtout un écosystème où la recherche se transforme en produits et en entreprises sans être ralentie par des chaînes de validation interminables.

Or, Jazari Root est annoncé avec un statut de Groupement d'Intérêt Public (GIP). Ce choix peut apporter de la souplesse, mais il crée aussi une question immédiate : quelle sera la véritable marge de manœuvre de l'institution ? Un GIP peut être agile... ou devenir une structure hybride où l'administratif prend le pas sur l'innovation. Tout dépend de la gouvernance, du recrutement, des règles de décision et du courage politique à laisser une institution respirer.

Le document met en avant des composantes clés : une Data Factory, un centre de R&D en IA, une école d'IA et sciences des données, un data center de 50 MW et un cloud souverain, des structures d'incubation et d'accélération, et même un fonds d'investissement. L'ensemble ressemble à un « continuum complet » : former, expérimenter, prototyper, industrialiser, déployer. C'est cohérent. Mais c'est aussi lourd. Plus un modèle est complet, plus il est difficile à faire fonctionner sans friction.

Le défi principal de Jazari Root sera donc celui de l'exécution. Comment éviter que l'école ne forme des profils déconnectés des besoins industriels ? Comment faire en sorte que la R&D réponde à des problématiques concrètes, sans tomber dans la logique de projets vitrines ? Comment permettre au cloud souverain d'être compétitif, fiable et réellement adopté, et pas seulement annoncé ? Comment faire en sorte que l'incubation soit une passerelle vers le marché, pas un couloir de subventions ?

Il y a aussi un enjeu de crédibilité scientifique. Pour devenir un hub de référence, Jazari Root devra publier, collaborer, être présent dans les réseaux internationaux, attirer des chercheurs marocains de la diaspora, nouer des partenariats qui ne soient pas de simples signatures. L'excellence ne se proclame pas : elle se mesure et se reconnaît. Et elle exige un environnement de travail attractif, des rémunérations compétitives, et une capacité à protéger le temps long de la recherche contre l'urgence administrative.

Enfin, Jazari Root devra gérer une tension politique subtile : être à la fois un outil au service des politiques publiques et un moteur d'innovation autonome. Trop aligné sur les calendriers gouvernementaux, il risque de devenir un instrument de communication. Trop autonome, il risque de se couper des priorités nationales. Trouver cet équilibre est le vrai test.

En somme, Jazari Root peut devenir une pièce maîtresse de la souveraineté numérique marocaine – à condition d'être gouverné comme une institution d'innovation, pas comme une direction administrative. Le pays a besoin d'un hub d'exécution. Mais il a encore plus besoin d'un hub qui produise des résultats mesurables : des modèles, des solutions, des entreprises, et surtout un effet d'entraînement durable sur l'économie.



Startups IA : qui financera vraiment l'innovation marocaine ?

Dans toutes les stratégies nationales d'intelligence artificielle, les startups jouent un rôle presque mythologique : elles sont censées transformer les idées en produits, créer des champions, porter l'innovation plus vite que les grandes structures. Le Maroc n'échappe pas à cette narration. Mais la vraie question n'est pas de savoir si les startups sont importantes – elles le sont –, mais de déterminer si l'écosystème marocain est réellement capable de financer, d'accompagner et surtout de faire grandir des entreprises IA jusqu'à une taille industrielle.

L'IA est un secteur particulier. Contrairement à certains services numériques classiques, les projets demandent souvent des investissements lourds en amont : données, calcul, ingénierie, conformité réglementaire, tests, cybersécurité. Beaucoup de solutions IA mettent du temps à trouver leur marché, et plus de temps encore à devenir rentables. Dans un environnement où le capital-risque reste prudent, cette temporalité est un problème.

La stratégie évoque plusieurs mécanismes : venture building, venture capital, fonds dédiés. C'est indispensable, mais cela pose une question de fond : d'où vient l'argent, et à quelles conditions ? Si la majorité du financement provient de sources publiques ou para-publiques, il existe un risque de dépendance : startups construites pour répondre à des appels à projets plutôt qu'à un marché, équipes habituées à « pitcher » des subventions plus qu'à vendre des produits, innovation orientée par des critères administratifs au lieu de besoins économiques.

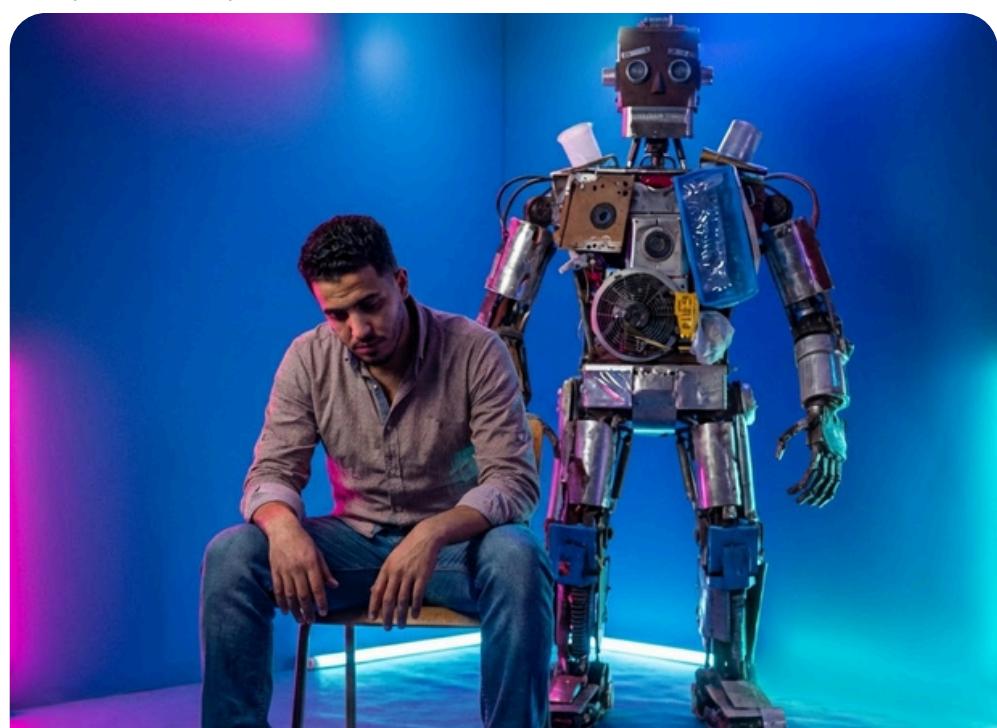
À l'inverse, si le financement dépend surtout d'acteurs internationaux, le risque est celui d'une captation de valeur : les talents marocains construisent, mais la propriété intellectuelle, les sièges sociaux et les retours financiers se déplacent ailleurs. Entre ces deux écueils, l'enjeu est d'installer une finance de croissance nationale capable de prendre des risques, d'accepter l'incertitude, et de soutenir des cycles longs. Mais la question du financement ne suffit pas. Le principal goulet d'étranglement des startups IA est souvent l'accès aux données et aux clients. Sans données, pas de modèles robustes. Sans clients, pas de traction. Ici, l'État peut jouer un rôle décisif, non pas seulement comme financeur, mais comme premier client. La commande publique, si elle est transparente, compétitive et structurée, peut devenir le moteur d'un marché national de l'IA. Elle peut permettre à des startups de tester, d'itérer, de prouver leur valeur, puis d'exporter.

Encore faut-il que la commande publique soit adaptée. Les procédures classiques d'achat, lentes et rigides, ne sont pas faites pour l'innovation. Une startup ne peut pas attendre un an pour une décision. Elle a besoin de cycles courts, de pilotes, de critères d'évaluation clairs. Sans réforme de l'achat public, l'écosystème restera dépendant de financements sans débouchés.

Il y a aussi un enjeu de talent et de rétention. Les startups marocaines seront en concurrence directe avec des entreprises internationales capables de recruter à distance, de payer en devises et d'offrir des perspectives globales. Sans conditions attractives, les meilleurs profils risquent de partir, ou de travailler pour l'étranger depuis le Maroc, ce qui ne crée pas forcément des champions nationaux.

Enfin, il faut parler d'industrialisation. Beaucoup de startups réussissent à créer un prototype, mais échouent à passer à l'échelle : intégration dans les systèmes, conformité, maintenance, sécurité, support client, déploiement multi-sites. L'IA n'est pas seulement une invention, c'est un produit qui doit fonctionner dans le réel. C'est là que l'écosystème marocain doit progresser.

Financer l'innovation IA, au Maroc, ne se résume donc pas à créer un fonds. Il faut construire un marché, libérer l'accès aux données, moderniser la commande publique, et soutenir l'industrialisation. Sans cela, on aura des startups prometteuses... mais peu de champions.



Partenariats internationaux : coopération stratégique ou nouvelle dépendance technologique ?

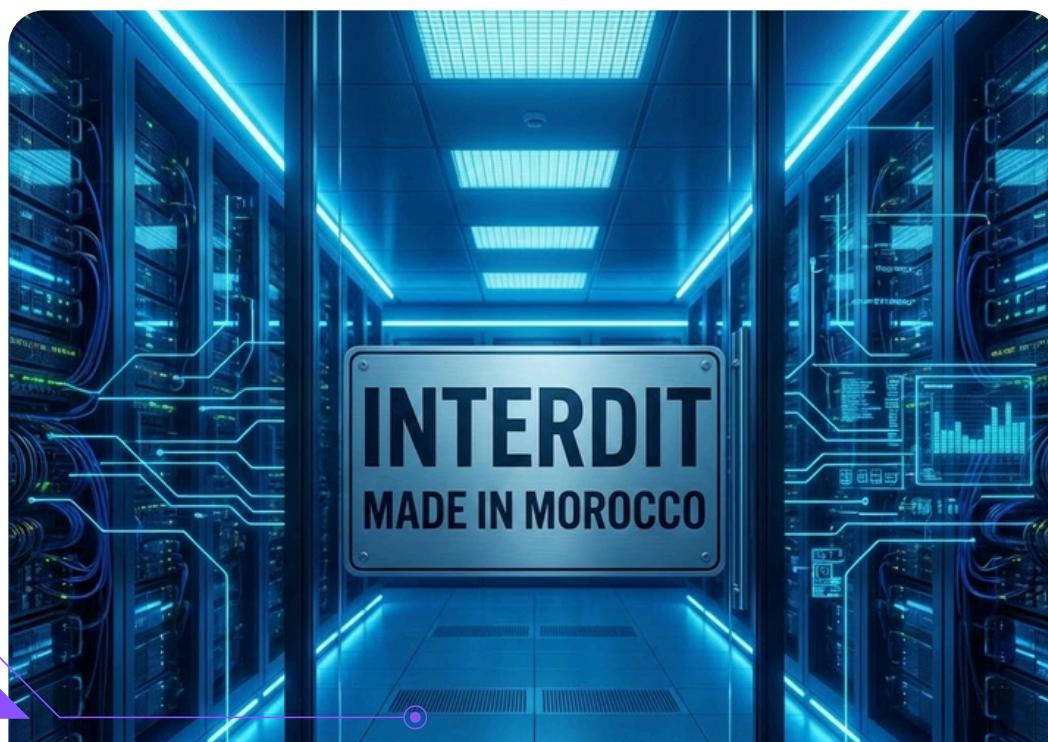
Une stratégie nationale de l'IA qui ignorerait la coopération internationale serait irréaliste. L'écosystème mondial de l'intelligence artificielle est structuré par des géants technologiques, des laboratoires de pointe et des infrastructures de calcul concentrées dans quelques régions du monde. Aucun pays ne peut tout faire seul. Le Maroc, en assumant des partenariats avec des acteurs internationaux, adopte donc une posture pragmatique. Mais le pragmatisme n'exclut pas la vigilance.

La coopération est une opportunité quand elle permet un transfert réel de compétences, une montée en gamme des talents, un accès à des technologies critiques et une insertion dans des réseaux d'innovation. Elle devient une dépendance lorsque le pays se contente de consommer des solutions importées, sans maîtrise des briques essentielles : données, modèles, infrastructure, propriété intellectuelle. Entre les deux, la frontière est souvent invisible, mais décisive.

Le premier enjeu concerne les données. Dans la plupart des projets IA, les données sont plus précieuses que les algorithmes. Si des acteurs étrangers accèdent à des données publiques ou semi-publiques sans garanties strictes, la souveraineté devient une formule creuse. Même lorsque les données ne sortent pas physiquement du pays, la question des accès, des droits d'usage, des métadonnées et des modèles entraînés sur ces données demeure cruciale. Le Maroc doit donc définir des règles robustes : quelles données sont partageables, lesquelles sont sensibles, quels audits sont imposés, quelles sanctions existent en cas de dérive.

Le second enjeu est la propriété intellectuelle. Un partenariat peut produire des solutions « co-développées » dont la propriété réelle reste floue. Qui possède le modèle final ? Qui peut le commercialiser ? Qui peut l'adapter ? Qui décide des évolutions ? Sans clauses claires, le Maroc risque de financer une innovation dont la valeur est captée ailleurs.

Le troisième enjeu est stratégique : l'alignement des intérêts. Les entreprises technologiques internationales ont leurs propres objectifs : conquérir des marchés, sécuriser des contrats de long terme, verrouiller des dépendances logicielles. L'État marocain, lui, cherche de la souveraineté, de l'inclusion et une montée en puissance nationale. Les intérêts peuvent converger, mais ils ne sont pas identiques. C'est là que la capacité de négociation devient une arme.



Cette capacité dépend de plusieurs facteurs : la clarté de la doctrine nationale, l'existence d'alternatives (ne pas être captif d'un seul partenaire), et la force du marché marocain comme levier. Plus le Maroc structure sa propre infrastructure (cloud souverain, data centers, normes), plus il négocie en position de force. Plus il dépend de solutions clés en main, plus il se trouve en position de faiblesse.

Il existe aussi un enjeu géopolitique. Le numérique devient un champ de rivalités entre puissances. Choisir un partenaire, c'est parfois choisir un camp, ou du moins accepter des contraintes indirectes. Les sanctions, les restrictions à l'export de technologies de calcul, ou les tensions diplomatiques peuvent affecter des projets stratégiques. D'où l'intérêt d'une diversification des partenaires et d'un investissement dans des capacités nationales minimales.

La coopération internationale peut être un accélérateur formidable. Mais elle doit être encadrée par une idée simple : le Maroc ne doit pas seulement « bénéficier » de l'IA, il doit apprendre à la maîtriser. Les partenariats ne valent que s'ils construisent de l'autonomie.

D4SD Hub : le Maroc peut-il devenir le hub IA de l'Afrique et du monde arabe ?

L'ambition est clairement affichée : faire du Maroc un hub régional de l'intelligence artificielle et des sciences des données, au carrefour de l'Afrique et du monde arabe. Le D4SD Hub – Digital for Sustainable Development – incarne cette projection géopolitique du numérique. Il ne s'agit plus seulement de développer des capacités nationales, mais de proposer une plateforme de coopération, d'expertise et d'influence à l'échelle régionale.

Cette ambition s'inscrit dans une continuité diplomatique. Depuis plusieurs années, le Maroc cherche à se positionner comme un acteur pivot : stable politiquement, connecté économiquement, crédible institutionnellement. Le numérique et l'IA offrent un nouveau terrain pour prolonger cette stratégie, moins visible que les grands projets d'infrastructure, mais potentiellement plus structurant à long terme.

Devenir un hub régional ne signifie pas dominer technologiquement ses voisins. Cela signifie offrir des services, des infrastructures et des cadres de coopération que d'autres n'ont pas ou peinent à mettre en place. En matière d'IA, cela peut prendre plusieurs formes : hébergement de données, plateformes de formation, centres de calcul, expertise réglementaire, accompagnement des administrations, ou encore incubation de projets à vocation régionale.

Le D4SD Hub se présente comme un espace de convergence entre développement durable, innovation numérique et coopération Sud-Sud. Sur le plan conceptuel, l'idée est pertinente. L'IA peut jouer un rôle majeur dans la gestion des ressources, l'agriculture, la santé, l'éducation ou la résilience climatique – autant de défis partagés par de nombreux pays africains et arabes. Mutualiser les efforts, partager les données non sensibles, co-développer des solutions adaptées aux contextes locaux peut produire un effet de levier considérable.

Mais l'ambition de hub pose immédiatement la question de la crédibilité. Un hub n'existe pas par décret. Il se construit par l'usage. Les acteurs régionaux ne viendront au Maroc que s'ils y trouvent une valeur ajoutée réelle : compétences rares, infrastructures fiables, sécurité juridique, neutralité politique relative. La concurrence est déjà là. D'autres pays investissent massivement dans le numérique, parfois avec des moyens financiers supérieurs.

Le Maroc dispose toutefois d'atouts spécifiques. Sa proximité avec l'Europe lui permet d'être un pont entre les normes et standards internationaux et les réalités africaines. Son expérience dans la coopération sud-sud, notamment en matière de formation et de services publics, peut être transposée au numérique. Sa stabilité institutionnelle est un facteur clé dans un domaine où la confiance est essentielle.

Il existe cependant des risques. Le premier est celui de la dispersion. Vouloir être à la fois hub technologique, plateforme diplomatique, centre de formation et vitrine politique peut diluer l'impact. Un hub efficace doit choisir ses priorités, ses niches, ses domaines d'excellence. Tout faire revient souvent à ne rien faire pleinement.

Le second risque est celui de l'asymétrie. Si le Maroc se contente d'héberger des projets conçus ailleurs ou d'exécuter des stratégies définies par des partenaires internationaux, il perdra l'essence même du leadership. Être hub, ce n'est pas être sous-traitant. C'est fixer une partie de l'agenda, proposer des cadres, influencer les orientations.



Enfin, il y a un enjeu de cohérence interne. Le rayonnement régional ne peut être crédible que si les politiques nationales sont solides. Un Maroc qui peine à déployer l'IA dans son administration ou à structurer son propre écosystème aura du mal à convaincre ses partenaires. Le leadership commence chez soi.

Le D4SD Hub peut devenir un levier puissant de diplomatie numérique et de coopération régionale. Mais il ne réussira que s'il s'appuie sur une stratégie claire, des résultats tangibles et une capacité à écouter autant qu'à proposer. Le hub n'est pas une posture. C'est une responsabilité.

De l'intelligence artificielle à l'intelligence collective : le vrai défi marocain

Au terme de ce numéro spécial, une idée s'impose avec force : l'intelligence artificielle n'est pas le sujet central. Elle est le révélateur. Révélateur de la capacité d'un pays à se projeter dans le long terme, à coordonner ses institutions, à faire dialoguer technologie, politique et société. En ce sens, la stratégie « AI made in Morocco » est moins un aboutissement qu'un test.

Le Maroc a fait un choix clair : ne pas rester spectateur. En affirmant une doctrine nationale, en parlant de souveraineté, de données, de capital humain et de rayonnement régional, il assume que l'IA est désormais un enjeu de puissance douce, mais aussi de cohésion interne. Ce choix mérite d'être salué. Beaucoup de pays hésitent encore à nommer les choses. Le Maroc, lui, trace un cadre.

Mais tracer un cadre ne suffit pas. L'IA a ceci de particulier qu'elle met immédiatement à l'épreuve la réalité des systèmes. Elle révèle les silos administratifs, les faiblesses de gouvernance, les incohérences entre discours et pratiques. Elle ne pardonne ni l'improvisation ni la fragmentation. Une IA mal gouvernée n'est pas neutre : elle amplifie les dysfonctionnements existants.

Le vrai défi n'est donc pas technologique. Il est collectif. Savoir partager la donnée sans perdre la confiance. Coopérer entre institutions sans se neutraliser mutuellement. Associer les territoires sans les réduire à des cas d'usage abstraits. Former des talents sans vendre des illusions. Nouer des partenariats sans aliéner l'autonomie stratégique.

L'intelligence collective commence là où la technologie cesse d'être un alibi. Là où les choix sont assumés, expliqués, débattus. Là où l'État accepte d'être évalué non sur ses annonces, mais sur ses résultats. L'IA impose une discipline nouvelle : celle de la cohérence. On ne peut pas prôner la souveraineté et dépendre entièrement de solutions importées. On ne peut pas promettre l'inclusion sans investir dans les infrastructures de base. On ne peut pas parler d'innovation sans accepter le risque et l'expérimentation.

Ce numéro n'a pas cherché à opposer enthousiasme et scepticisme. Il a cherché à installer une lucidité active. Oui, le Maroc a une carte à jouer. Oui, les choix engagés sont ambitieux. Mais l'ambition n'est pas un substitut à la méthode. L'IA est un accélérateur. Elle accélérera le meilleur comme le pire.

Si le Maroc parvient à transformer cette stratégie en intelligence collective – c'est-à-dire en capacité à décider ensemble, à apprendre de ses erreurs, à ajuster sans renoncer – alors l'IA pourra devenir un levier de développement réel, mesurable, partagé. Dans le cas contraire, elle restera un récit séduisant, mais fragile, exposé aux vents contraires de la réalité.

L'histoire, ici, n'est pas écrite par les algorithmes. Elle le sera par la manière dont une société entière choisira de s'en saisir.



By Lodj

لودج راديو Lodj

مخارة العالم



WWW.LODJ.MA



Maroc 2030 : la Génération Alpha face à une société lente

En 2030, le Maroc ne sera pas jugé uniquement sur ses infrastructures, ses stades ou ses chiffres de croissance. Il le sera sur quelque chose de plus discret, mais infiniment plus décisif : sa capacité à fonctionner à la vitesse mentale d'une nouvelle génération. Une génération née après deux mille dix (2010), qui n'a pas découvert l'intelligence artificielle, mais qui a grandi dedans. La Génération Alpha.

On la décrit souvent comme un futur problème de ressources humaines. C'est une erreur de diagnostic. La Génération Alpha n'est pas un enjeu RH. C'est un test de résistance pour l'ensemble des institutions marocaines : école, université, administration, justice, santé, collectivités, médias, et même politique.

Cette génération ne se demande pas si l'IA est bonne ou mauvaise. Elle la considère comme un fait. Un environnement. Un réflexe. Elle n'a pas appris à attendre. Elle a appris à comprendre, à comparer, à optimiser. Et surtout, elle a appris très tôt une chose dangereuse pour les systèmes lents : quand ça ne marche pas, on change d'interface.

Le Maroc de 2030 risque donc de se heurter à un choc silencieux. Pas une révolte, pas une contestation idéologique. Un décrochage.

L'État face à une génération sans patience procédurale

L'État marocain a longtemps fonctionné sur un principe implicite : le citoyen s'adapte au système. Dossiers, files d'attente, délais flous, décisions opaques. Cette logique a tenu parce que les générations précédentes n'avaient pas de point de comparaison permanent. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

La Génération Alpha vit dans un monde où une application explique, guide, anticipe, corrige. Où chaque action produit un feedback. Où l'erreur est immédiatement signalée et réparable. Face à cela, l'administration traditionnelle apparaît non

pas autoritaire, mais incompréhensible.

Un formulaire sans explication claire n'est pas perçu comme une contrainte légale, mais comme un bug. Un silence administratif n'est pas interprété comme un délai normal, mais comme une panne. Un guichet qui renvoie d'un service à l'autre n'est plus une complexité, mais une incohérence.

Le danger pour l'État marocain n'est pas la contestation politique. C'est la perte de crédibilité opérationnelle.

École et université : le grand décalage cognitif

Le système éducatif est le premier lieu où ce choc se matérialisera. La Génération Alpha apprend déjà hors cadre. Elle teste, explore, simule. Elle interagit avec des contenus adaptatifs pendant que l'école reste largement fondée sur des programmes rigides, des rythmes uniformes et des évaluations tardives.

En deux mille trente, le problème ne sera pas que les élèves utilisent l'IA pour tricher. Le vrai problème sera que l'école semblera inutilement lente par rapport à ce qu'ils savent possible. Quand un élève peut obtenir une explication personnalisée en temps réel, pourquoi accepter un cours standardisé sans feedback immédiat ?



J'ai donc voulu réunir ces deux domaines — intelligence économique et IA — parce qu'ils forment désormais un système unique de décision nationale. Un pays qui ne maîtrise pas ce système sera dépendant. Un pays qui le maîtrise devient stratégique.

L'université marocaine, elle, est encore organisée autour de parcours longs, peu lisibles, avec une faible articulation entre compétences réelles et débouchés. Pour une génération habituée aux systèmes prédictifs, cette opacité devient anxiogène.

Si rien ne change, le risque est clair : une école respectée symboliquement, mais contournée cognitivement.

Santé, justice, services publics : l'expérience avant le discours

La Génération Alpha ne jugera pas les institutions sur leurs intentions, mais sur l'expérience vécue. Un hôpital débordé, sans information claire sur les délais, sera perçu comme mal organisé, indépendamment de la compétence médicale. Une procédure judiciaire interminable sera vue comme inefficace, même si elle est juridiquement fondée.

L'IA, en rendant visibles des alternatives plus rapides et plus lisibles ailleurs, agit comme un miroir cruel. Elle ne remplace pas le médecin, le juge ou le fonctionnaire. Elle expose les failles de l'organisation.

Le Maroc de 2030 devra comprendre une chose essentielle : la modernisation ne se joue pas seulement sur la digitalisation des services, mais sur la cohérence des parcours. Un portail en ligne qui débouche sur une attente physique interminable n'est pas une réforme. C'est une frustration amplifiée.

La politique face à une génération qui zappe

La Génération Alpha ne sera pas apathique. Elle sera sélective. Elle ne s'indignera pas longuement. Elle quittera. Elle ignorera. Elle passera à autre chose.

Le discours politique classique, fondé sur des promesses générales et des horizons flous, aura peu de prise sur une génération habituée aux indicateurs clairs, aux résultats mesurables et aux délais précis. Dire « nous travaillons sur le sujet » ne sera plus acceptable. La question deviendra : où en est-on, concrètement, maintenant ?

Le risque est celui d'une démocratie formelle, mais désertée émotionnellement. Non par rejet idéologique, mais par inadéquation fonctionnelle.

Maroc 2030 : un choix silencieux mais décisif

Le Maroc aime se projeter à l'horizon deux mille trente : grands projets, ambitions continentales, attractivité économique, événements internationaux. Tout cela compte. Mais aucun projet ne tiendra si les institutions qui les portent ne sont pas alignées avec la cognition des générations qui arrivent.

La Génération Alpha ne demande pas un État plus permissif. Elle demande un État lisible. Pas une école plus laxiste, mais une école qui explique. Pas une administration plus humaine au sens sentimental, mais une administration qui fonctionne.

L'intelligence artificielle n'est pas la menace. Elle est l'étaillon. Elle fixe un nouveau standard implicite : rapidité, clarté, cohérence, feedback.

Le vrai risque pour le Maroc n'est pas de manquer la révolution technologique. C'est de rester prisonnier de modèles organisationnels conçus pour un monde sans comparaison instantanée.

En deux mille trente, la Génération Alpha ne demandera pas au Maroc d'être parfait. Elle lui demandera d'être à la hauteur de ce qu'elle sait possible. Et si l'État, l'école et les institutions ne suivent pas, elle ne protestera pas longtemps. Elle passera simplement à autre chose.



Adnane Benchakroun

Alerte générale : la Physical AI annonce-t-elle la fin programmée des avantages comparatifs ?

Quand le coût du travail cesse d'être le moteur de la compétitivité mondiale

De la mondialisation par les salaires à la mondialisation par la technologie

Physical AI : l'automatisation intelligente comme nouveau facteur de localisation industrielle et relocaliser sans réindustrialiser l'emploi : le grand paradoxe à venir

Pendant des décennies, l'économie mondiale a reposé sur un principe simple, presque mécanique : produire là où le travail est abondant, moins cher, plus flexible. Les pays en développement, Maroc en tête, ont bâti leur industrialisation sur ces avantages comparatifs classiques : coûts salariaux maîtrisés, charges sociales plus faibles, main-d'œuvre jeune, proximité logistique avec l'Europe. Ce modèle, déjà fragilisé par les crises successives, pourrait entrer dans une zone de turbulence durable avec l'irruption de la Physical AI.

L'annonce de NVIDIA au CES 2026 n'est pas un simple jalon technologique. Elle agit comme un signal faible devenu soudain très fort : l'automatisation intelligente n'est plus théorique, elle devient industrialisable à grande échelle. Et quand l'IA ne se contente plus d'assister mais remplace, exécute, apprend et optimise dans le monde réel, toute la géographie économique mondiale est remise en question.



Quand le coût du travail cesse d'être central

La promesse de la Physical AI est radicale : des robots, des usines et des systèmes autonomes capables de fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec une précision constante, sans fatigue, sans revendications sociales et avec des coûts marginaux décroissants. Dans ce contexte, le coût du travail humain perd progressivement son rôle structurant.

Ce basculement est majeur. Si produire avec des robots intelligents devient économiquement plus rationnel que produire avec une main-d'œuvre bon marché, alors la logique des délocalisations change de nature. On ne délocalise plus vers le Sud pour réduire les coûts. On relocalise près des marchés, des centres de décision et des hubs technologiques, là où l'énergie, les données et le capital sont disponibles.

Autrement dit, la Physical AI ne menace pas seulement certains emplois. Elle menace un modèle entier de compétitivité fondé sur le différentiel salarial.

La fin de la "mondialisation par les salaires" ?

Depuis les années 1990, la mondialisation industrielle a été largement tirée par la recherche d'arbitrages sociaux. Aujourd'hui, une nouvelle variable s'impose : la capacité d'automatisation intelligente. À très moyen terme, ce sont les pays capables d'intégrer rapidement la robotique avancée, la simulation physique et l'IA embarquée qui capteront la valeur.

Dans ce scénario, la question n'est plus : "où le travail est-il le moins cher ?" mais "où l'écosystème technologique est-il le plus robuste ?". Cela inclut l'accès à des plateformes comme celles de NVIDIA, la disponibilité de talents hybrides (ingénieurs, data scientists, automaticiens), la stabilité énergétique et la capacité réglementaire à absorber ces transformations.

Les pays développés y voient une opportunité stratégique : réindustrialiser sans recréer les contraintes sociales du passé. Les pays en développement, eux, font face à un dilemme inédit.

Maroc : entre opportunité tardive et risque de décrochage

Le cas du Maroc est emblématique. Le Royaume a réussi, en vingt ans, à s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales de l'automobile, de l'aéronautique, de l'électronique ou du textile technique. Cette réussite repose sur un équilibre fragile : compétitivité des coûts, stabilité politique, infrastructures modernes et proximité géographique avec l'Europe.

Mais que se passe-t-il si les usines de demain n'ont plus besoin de milliers d'opérateurs, mais de quelques dizaines d'ingénieurs et de robots humanoïdes standardisés ? Que devient l'argument de la main-d'œuvre abondante ? Que devient la promesse d'emplois industriels massifs ?

À très moyen terme, le risque est clair : une industrialisation sans emploi, ou pire, une désindustrialisation par obsolescence du modèle actuel. Les investissements pourraient se déplacer vers des pays déjà technologiquement matures, non pas pour des raisons sociales, mais pour des raisons d'efficacité systémique.

La relocalisation... sans retour de l'emploi

La Physical AI introduit une nuance souvent ignorée dans le débat public : la relocalisation n'implique pas nécessairement la recréation d'emplois industriels. Une usine automatisée en Europe ou en Amérique du Nord peut produire plus, plus vite, avec moins de personnel qu'une usine classique délocalisée.

Ce scénario est redoutable pour les économies émergentes. Il signifie que le jeu n'est plus à somme positive. Les gains de productivité ne se traduisent pas automatiquement par des gains d'emploi ou de revenus locaux. Ils se concentrent là où se trouvent la propriété intellectuelle, les plateformes et les standards.

Vers un nouvel avantage comparatif ?

Faut-il pour autant céder au fatalisme ? Non, mais l'urgence est réelle. La Physical AI impose de repenser la notion même d'avantage comparatif. Demain, les pays qui tireront leur épingle du jeu ne seront pas ceux où le travail est le moins cher, mais ceux où l'IA est la mieux intégrée au tissu productif.

Pour le Maroc, cela suppose un changement de logiciel stratégique : investir massivement dans la formation technologique, l'ingénierie, la maintenance robotique, la simulation industrielle, la cybersécurité des systèmes autonomes. Il s'agit moins de "produire à bas coût" que de "co-produire intelligemment" avec les grandes plateformes mondiales.

Une bataille de souveraineté économique

Derrière la Physical AI se joue aussi une bataille de souveraineté. NVIDIA, et quelques autres acteurs globaux, deviennent les architectes de l'économie automatisée. Dépendre entièrement de ces infrastructures sans capacité locale d'adaptation, c'est accepter une nouvelle forme de dépendance, plus silencieuse mais plus structurante.

L'alerte est donc générale. La Physical AI ne signe pas la fin de l'industrie dans les pays en développement, mais la fin d'un certain type d'industrialisation. À très moyen terme, ceux qui n'auront pas anticipé ce basculement risquent de découvrir que leurs avantages comparatifs... ne comparent plus rien du tout.

La révolution de la Physical AI n'est ni abstraite ni lointaine. Elle est déjà en marche, silencieuse, méthodique, implacable. Elle ne supprime pas seulement des emplois, elle rebat les cartes de la compétitivité mondiale et rend caducs des modèles économiques entiers. Face à ce basculement, l'ignorance n'est plus une excuse, et l'attentisme devient une faute stratégique. La vraie ligne de fracture n'oppose plus pays riches et pays pauvres, mais économies qui anticipent et économies qui subissent. La question n'est donc plus de savoir si le monde change, mais qui a compris et qui préfère encore ne pas comprendre.



Physical AI et paradoxe de la productivité : attention aux fausses évidences

L'émergence de la Physical AI – cette intelligence artificielle intégrée aux systèmes physiques autonomes, des robots aux usines intelligentes – soulève une question centrale : annonce-t-elle la fin programmée des avantages comparatifs fondés sur le coût du travail ?

La question est légitime. Elle est même salutaire. Mais elle mérite d'être replacée dans un cadre analytique plus large et éprouvé : celui du paradoxe de la productivité, mis en évidence dès la fin du XX^e siècle et que j'ai développé dans mes travaux de recherche.

Comme l'avait formulé avec lucidité Robert Solow : « You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics. »

Autrement dit, l'innovation technologique ne se traduit pas mécaniquement par des gains de productivité mesurables. Ce paradoxe n'est ni conjoncturel ni accidentel. Il est structurel.

L'histoire récente l'a montré à plusieurs reprises : informatique dans les années 1980, Internet dans les années 2000, transformation numérique dans les années 2010. À chaque fois, les promesses technologiques ont précédé – parfois de très loin – les gains réels de productivité globale.

La Physical AI ne fait pas exception. Elle n'abolit pas le paradoxe de la productivité ; elle en déplace les termes. Certes, elle augmente la capacité de production, automatise des tâches complexes et réduit certains coûts.

Mais capacité productive accrue ne signifie pas nécessairement productivité durable, si les organisations, les compétences, les processus et la gouvernance ne suivent pas.

C'est là que le débat sur les avantages comparatifs doit être nuancé. Ce qui s'érode aujourd'hui, ce n'est pas l'avantage comparatif en tant que tel, mais une vision réductrice de celui-ci, limitée au seul coût du travail. L'avantage comparatif a toujours été aussi organisationnel, cognitif, institutionnel et systémique.

Les pays qui se contenteront d'importer des robots, des logiciels et des plateformes d'IA sans maîtriser la conception, l'adaptation, la maintenance, la gouvernance des données et l'ingénierie locale risquent moins une "fin" de leurs avantages comparatifs qu'un déplacement de leur dépendance.

Le risque est alors bien connu : une industrialisation sans emploi significatif, sans montée en compétences, et sans gains mesurables de productivité globale.

La valeur ajoutée se concentre en amont – plateformes, brevets, logiciels – tandis que les économies locales peinent à capter les bénéfices réels de la transformation.

La question centrale n'est donc pas de savoir si la Physical AI met fin aux avantages comparatifs, mais qui saura la transformer en productivité systémique durable.

Cela suppose des investissements massifs dans les compétences, une gouvernance souveraine des données, une capacité locale d'ingénierie et, surtout, un alignement stratégique entre technologie, organisation et vision de long terme.

La Physical AI n'est ni une solution miracle ni une menace en soi.

Elle agit comme un révélateur. Révélateur des économies capables de penser la technologie comme un système cohérent, et de celles qui continueront à la consommer comme un simple produit.



By Ladj

Champion de l'actualité



Pour une information rapide et fiable,
visitez notre site dès maintenant.



www.lodj.ma

CES 2026 : De l'intelligence artificielle autonome aux humanoïdes utiles

Si l'on devait résumer les années deux mille vingt à deux mille vingt-cinq en un mot, ce serait sans hésiter intelligence artificielle.

En quelques saisons à peine, l'IA est passée du statut de promesse technologique à celui d'infrastructure invisible mais centrale : elle écrit, traduit, code, diagnostique, anticipe, conseille. Surtout, elle a cessé d'être un simple outil pour devenir un système de plus en plus autonome, capable d'apprendre, de raisonner et d'agir avec une marge d'initiative inédite. Et cette trajectoire est loin d'être achevée. L'IA continuera, dans les années à venir, à gagner en puissance, en autonomie et en intégration dans nos vies quotidiennes.

Mais précisément parce que cette étape est désormais engagée, une autre bascule se profile.

Les années deux mille vingt-six à deux mille trente pourraient bien être celles de l'incarnation de l'intelligence artificielle. Après le règne des algorithmes sans corps, viendra celui des machines dotées de bras, de jambes, de visages et de voix : les robots humanoïdes.

Non plus confinés aux laboratoires ou aux vidéos virales, mais déployés dans les maisons, les usines et les espaces professionnels. Le logiciel cherche désormais un corps. Et l'économie mondiale s'y prépare.

Dans le champ domestique, la promesse est celle des services à la personne : assistance aux personnes âgées, aide au quotidien, accompagnement, présence continue dans des sociétés vieillissantes et sous tension sociale. Dans l'industrie, l'humanoïde est présenté comme le chaînon manquant entre automatisation et flexibilité, capable d'évoluer dans des environnements pensés pour l'homme sans refondre entièrement les infrastructures. Dans les services professionnels, enfin, les scénarios se multiplient : cabinets médicaux, restaurants, hôtels, commerces, salons de coiffure, lieux d'accueil où l'interaction humaine est centrale mais où la pénurie de main-d'œuvre devient chronique.

Ce basculement n'est ni anecdotique ni neutre. Il touche au travail, à la dignité, à la sécurité, à la responsabilité juridique, à la relation sociale elle-même. Il pose une question simple et vertigineuse : que se passe-t-il quand l'intelligence artificielle ne se contente plus de répondre sur un écran, mais se tient face à nous, nous regarde, nous parle et agit dans le monde réel ?

C'est dans ce contexte que les grandes messes technologiques comme le CES deux mille vingt-six prennent une importance particulière. Non plus comme vitrines de gadgets futuristes, mais comme premiers terrains d'épreuve d'un basculement de civilisation. Car entre la promesse et la réalité, entre le storytelling et la preuve, les robots humanoïdes entrent désormais dans leur moment de vérité



CES 2026 : robots humanoïdes, l'épreuve du réel face au storytelling

À chaque édition du CES, une promesse revient comme un mantra : cette fois, c'est la bonne.

En 2026, ce rôle est tenu par les robots humanoïdes propulsés par l'intelligence artificielle. Sur les stands, dans les keynotes et les communiqués, le message est clair : nous entrerions dans "l'année 1" de l'humanoïde utile, autonome et presque banal. Parmi les acteurs les plus attendus figure Realbotix Corp., qui annonce une présence remarquée à Las Vegas avec une gamme élargie de robots humanoïdes dopés à l'IA. L'occasion rêvée pour confronter la promesse au terrain.

Realbotix n'est pas un inconnu. L'entreprise s'est fait connaître par des humanoïdes très réalistes, misant autant sur l'apparence que sur l'interaction conversationnelle. Au CES 2026, elle promet d'aller plus loin : davantage de modèles, des capacités d'IA enrichies, une interaction plus fluide, plus "humaine". Sur le papier, c'est séduisant. Dans un salon où l'IA est omniprésente, l'humanoïde devient la vitrine parfaite : un corps, une voix, un regard, et l'illusion que la machine a franchi un seuil symbolique.

Mais c'est précisément là que commence notre petite enquête.

Car le cœur du débat n'est pas esthétique. Il est fonctionnel. Un robot humanoïde n'est pas jugé à la qualité de sa peau synthétique ou à la fluidité de son discours, mais à ce qu'il fait sans assistance humaine.

Se déplace-t-il seul dans un environnement non contrôlé ?

Manipule-t-il des objets variés, fragiles, imprévisibles ? Combien de temps tient-il sur batterie ? Que se passe-t-il quand quelque chose se passe mal ?

Autant de questions rarement mises en avant dans les démonstrations millimétrées des salons.

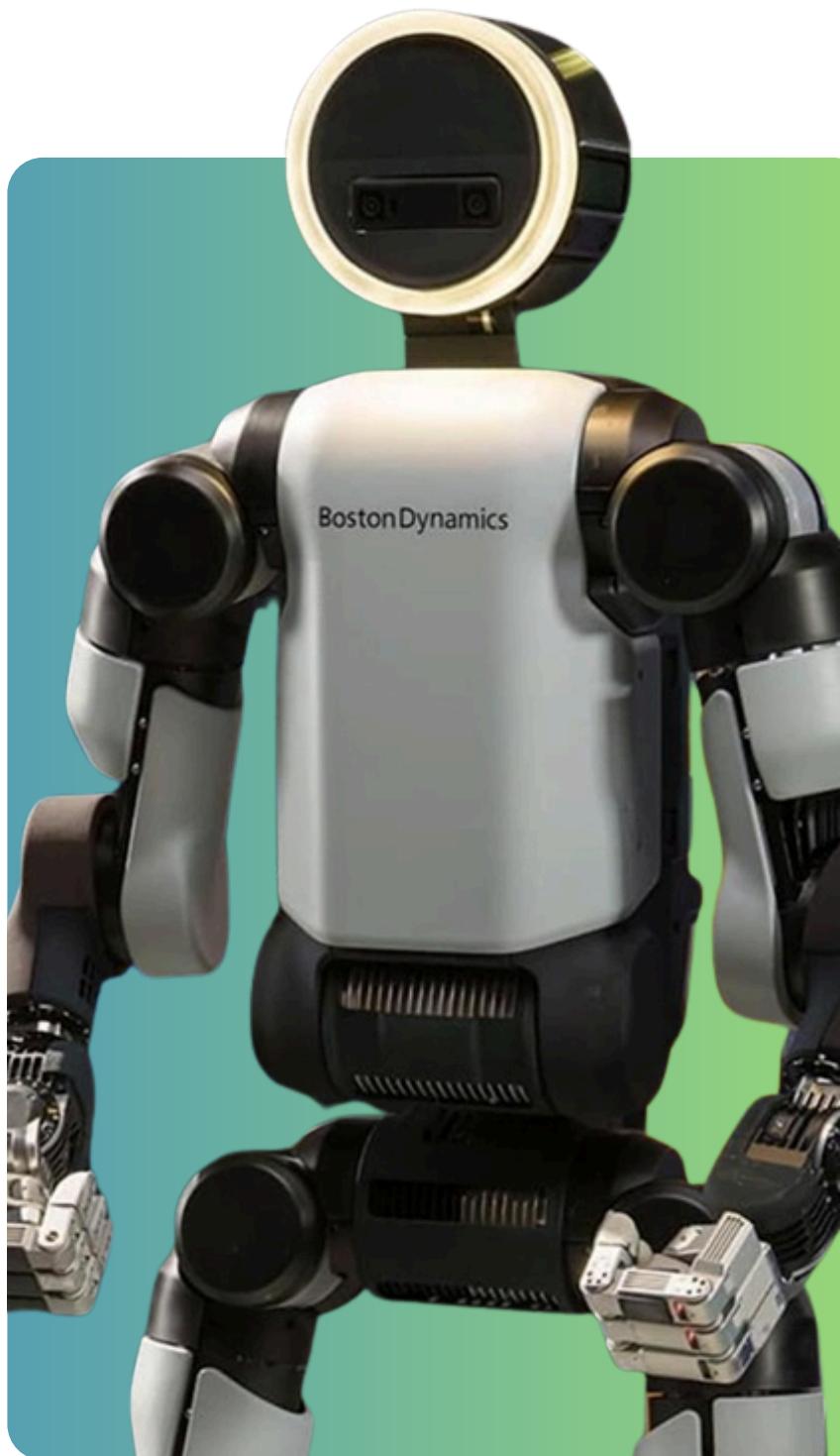
Le CES est, par nature, un théâtre. Les robots y évoluent dans des décors choisis, sous l'œil attentif de leurs concepteurs. Beaucoup de démonstrations reposent encore sur de la télé-opération discrète, des scénarios ultra-baliseés, voire des coupures invisibles entre ce que fait réellement la machine et ce que l'on raconte au public. Realbotix, comme d'autres, n'échappe pas à cette tension. Son discours met en avant l'IA conversationnelle, la personnalisation, la relation homme-machine. Très bien. Mais cela dit peu de la capacité du robot à travailler, à rendre un service mesurable, à s'insérer dans une économie réelle.

C'est là que le storytelling atteint ses limites. L'humanoïde fascine parce qu'il nous ressemble. Pourtant, dans la plupart des usages industriels ou logistiques, des robots non humanoïdes — à roues, à bras fixes, spécialisés — sont aujourd'hui plus efficaces, plus sûrs et moins coûteux. La vraie question n'est donc pas peut-on faire un humanoïde ? mais pourquoi en faire un ?

Realbotix avance l'argument de l'interaction sociale, de la présence, de l'accompagnement. Des usages existent, notamment dans l'accueil, le divertissement, certains soins non médicaux. Mais ils restent de niche tant que les coûts, la maintenance et les risques ne sont pas maîtrisés.

CES 2026 pourrait malgré tout marquer un tournant. Non pas parce que les robots humanoïdes seraient enfin "arrivés", mais parce que l'écosystème commence à se structurer : plateformes d'IA plus générales, progrès en simulation, investissements industriels, normalisation progressive des questions de sécurité. Si Realbotix parvient à montrer, preuves à l'appui, des humanoïdes réellement autonomes, exploitables hors salon, alors le récit changera de nature.

Sinon, le CES 2026 restera ce qu'il sait aussi être : une formidable machine à raconter l'avenir, parfois avec un temps d'avance sur la réalité. Entre preuve et storytelling, les robots humanoïdes jouent gros. Et cette fois, le public commence à demander autre chose que des promesses bien mises en scène.



Hyundai Motor déployera des robots humanoïdes « Atlas » dans son usine de Géorgie dès 2028

Présenté au CES 2026, le robot Atlas de Boston Dynamics sera produit à 30 000 unités par an d'ici 2028 pour automatiser des tâches répétitives et risquées chez Hyundai. Spécifications, calendrier, enjeux sociaux et partenariat IA avec Google et Nvidia.

Le groupe sud-coréen Hyundai Motor a annoncé son intention de déployer des robots humanoïdes dans son usine de l'État de Géorgie, aux États-Unis, à partir de 2028. Objectif: automatiser des tâches manufacturières répétitives et à haut risque, selon la société.

Lors du salon CES 2026 à Las Vegas, Hyundai a dévoilé la version de production du robot Atlas, conçu par sa filiale Boston Dynamics, et a précisé viser une capacité industrielle de 30 000 unités annuelles d'ici 2028. La société n'a pas communiqué le coût unitaire des robots, mais indique vouloir généraliser leur adoption sur ses sites, dans le cadre de sa stratégie dite d'**« intelligence artificielle physique »**.

Calendrier et cas d'usage

Selon le plan annoncé, le déploiement commencera en 2028 avec des tâches de « séquencement des pièces » et s'étendra progressivement après validation de standards de sécurité et de qualité. En 2030, Hyundai prévoit que les Atlas prendront en charge l'assemblage de composants, avec une trajectoire à long terme vers la manutention de charges lourdes et des opérations complexes. La conception vise à réduire la pénibilité pour les opérateurs en leur substituant les robots sur les activités dangereuses, ouvrant la voie à un usage industriel élargi.

Sur le plan social, le syndicat de Kia, autre marque du groupe, a demandé l'an dernier la création d'un organe dédié aux droits des travailleurs à l'ère de l'IA, exprimant des inquiétudes face à l'accélération de l'automatisation. Au CES, Jihun Chang, vice-président de Hyundai Motor, a reconnu les craintes relatives à l'emploi tout en affirmant la nécessité durable de personnels humains pour maintenir, former et superviser ces robots, ce qui requerra des compétences supplémentaires.

Vers l'essor de l'**« IA physique »**

Hyundai anticipe que les humanoïdes deviendront le segment le plus important du marché de l'IA physique, un terme qui décrit des systèmes d'IA embarqués dans des dispositifs matériels collectant des données du monde réel et prenant des décisions en autonomie. Les constructeurs automobiles y voient une convergence avec la conduite autonome, partageant des technologies de perception, d'interprétation et de décision.

Spécifications d'Atlas et partenariats

Hyundai a détaillé plusieurs caractéristiques d'Atlas: des mains de taille humaine avec capteurs tactiles, une capacité de levage jusqu'à 50 kg, et une robustesse pour fonctionner de façon autonome dans des environnements industriels sévères, entre -20 °C et +40 °C. La firme dit accélérer le développement via des partenariats avec des leaders mondiaux de l'IA, dont Google et Nvidia, afin d'améliorer la sécurité, l'efficacité et le déploiement sur le terrain.



OpenAI lance « ChatGPT Health »: une interface dédiée aux questions médicales et à la gestion de la santé

OpenAI introduit ChatGPT Health, un espace séparé pour connecter des apps de santé, analyser des données personnelles et répondre aux questions du quotidien, sans remplacer les médecins. Focus sur confidentialité, limites des LLM, et défis juridiques liés à l'usage santé de ChatGPT.

OpenAI a annoncé le lancement de « ChatGPT Health », une nouvelle fonctionnalité de son assistant conversationnel dédiée aux requêtes médicales et au suivi de la santé des utilisateurs, selon un rapport de CNBC.

Accessible depuis la même application ChatGPT, cette nouveauté permet de relier différentes applications et dispositifs de santé à l'outil afin qu'il puisse consulter et analyser les données personnelles de manière pertinente. OpenAI précise que ChatGPT Health n'a pas vocation à remplacer les médecins ou les professionnels de santé: il sert à répondre aux questions quotidiennes et à faciliter le partage d'informations avec les soignants.

Pour protéger les données sensibles, l'entreprise a mis en place plusieurs garde-fous. ChatGPT Health apparaît comme une section distincte dans la barre latérale, séparée des conversations classiques. Les informations partagées dans l'espace « Health » ou via les apps connectées ne sont jamais transmises aux discussions ordinaires, garantissant un cloisonnement strict. À l'inverse, et comme l'a relevé TechCrunch, ChatGPT Health peut accéder à certaines informations issues des autres conversations pour offrir un contexte utile.

Concrètement, un utilisateur peut demander dans un chat classique des recommandations d'exercices pour un objectif précis, et ces éléments pourront être partagés avec ChatGPT Health. En revanche, si l'espace « Health » est consulté pour un conseil lié à une pathologie cardiaque, ces données ne seront pas visibles dans les conversations générales.

OpenAI affirme également que les données de santé ne seront pas utilisées pour entraîner ses futurs modèles ni partagées avec les serveurs d'entraînement de la fondation OpenAI à but non lucratif.

Des enjeux et limites

Selon Fidji Simo, directrice des applications chez OpenAI, la fonctionnalité vise à répondre à des difficultés structurelles du secteur médical: coûts élevés, accès complexe à l'information, multiplication des rendez-vous et défis de la continuité des soins, comme le rapporte TechCrunch.

Toutefois, le déploiement d'un tel outil soulève des défis. Les modèles de langage restent sujets aux « hallucinations » et peuvent produire des informations erronées. La gestion de données de santé en continu accentue les risques liés à la confidentialité et à une réutilisation imprévisible en cas d'erreur du système ou d'attaque.

Un rapport d'Axios indique qu'environ 40 millions de personnes utilisent déjà ChatGPT pour des usages liés à la santé, et que 40% d'entre elles s'appuient sur le modèle pour tenter de diagnostiquer leurs symptômes. Plus de 5% des messages quotidiens adressés à ChatGPT concernent des questions médicales. Cette réalité expose OpenAI à des risques juridiques croissants, alors que des plaintes ont déjà été déposées impliquant l'outil dans des cas dramatiques, dont des suicides ou des homicides involontaires.

En résumé, ChatGPT Health ouvre une voie structurée pour des usages santé de l'IA grand public, avec un accent fort sur le cloisonnement des données et la non-utilisation à des fins d'entraînement, tout en rappelant que l'assistant ne remplace pas l'avis médical et que des limites techniques et éthiques persistent.



Gmail retire une fonction historique : ce que ça change pour vos courriels en 2026

AI MAG

C'est une petite révolution silencieuse dans le monde de la messagerie électronique : Google a décidé de supprimer une fonction historique de Gmail, l'une des fonctionnalités qui a contribué à faire de ce service l'un des plus populaires au monde.

À partir de janvier 2026, Google va désactiver deux outils clés permettant de centraliser plusieurs comptes de messagerie dans une seule interface Gmail. Cette annonce, faite discrètement dans une note de support, pourrait changer la manière dont des millions d'utilisateurs gèrent leurs e-mails au quotidien.

Gmail : un hub pour tous vos e-mails... jusqu'à maintenant

Depuis de nombreuses années, Gmail n'était pas seulement une messagerie Google. Beaucoup de personnes s'en servaient comme d'un centre de gestion pour tous leurs comptes e-mail, qu'ils soient Gmail ou non.

Grâce à deux fonctionnalités, on pouvait afficher et recevoir directement dans Gmail les messages provenant d'adresses externes, comme celles de Yahoo!, Outlook ou d'un fournisseur professionnel.

La première fonction, appelée Gmailify, permettait d'appliquer aux comptes externes plusieurs des avantages de Gmail :

- filtrage anti-spam efficace,
- tri automatique en catégories (Principal, Réseaux sociaux, Promotions),
- recherche avancée et notifications optimisées.

La seconde fonction, connue sous le nom "Consulter les messages d'autres comptes" ou "Check mail from other accounts", reposait sur le protocole POP3.

Ce protocole ancien permettait à Gmail d'aller régulièrement consulter des boîtes externes et de télécharger les nouveaux messages directement dans votre boîte Gmail.

Pour beaucoup d'utilisateurs, ces deux outils faisaient de Gmail une interface complète et pratique, capable de regrouper toute la correspondance en un seul endroit, sans avoir à se connecter à chaque messagerie séparément.

La fin de Gmailify et du POP3 : pourquoi maintenant ?

Dès janvier 2026, Google a décidé de retirer ces deux fonctions. Dans sa communication officielle, la société met en avant des raisons de sécurité et de modernisation des protocoles.

Le protocole POP3, qui date des années 1980, est considéré comme moins sécurisé car il peut impliquer la transmission de mots de passe en clair ou de mécanismes d'authentification obsolètes.

Google semble vouloir encourager l'adoption de protocoles plus modernes et sécurisés, comme IMAP (Internet Message Access Protocol), utilisé notamment par l'application Gmail sur smartphone.

IMAP, contrairement à POP3, permet une synchronisation complète entre le serveur et tous les appareils : lorsqu'on lit, supprime ou déplace un message sur un appareil, ces modifications se répercutent partout.

C'est un standard largement supporté aujourd'hui, mais il ne remplit pas exactement les mêmes fonctions centralisées que celles que Gmailify et le POP3 fournissaient dans l'interface web.

Ce qui disparaît et ce qui reste

À partir de ce mois de janvier : Gmail ne pourra plus utiliser POP3 pour aller chercher automatiquement des messages dans vos comptes externes via l'interface web.

La fonctionnalité Gmailify sera définitivement supprimée, ce qui signifie que vos comptes externes ne pourront plus bénéficier des outils avancés de Gmail sans une migration complète.

Il est important de souligner que les messages déjà importés dans Gmail avant la suppression resteront accessibles dans vos boîtes Gmail. Ils ne disparaissent pas.

Ce qui change, c'est que les nouveaux messages provenant de ces comptes externes ne seront plus automatiquement récupérés et affichés dans Gmail.



En revanche, certaines capacités techniques restent disponibles : Gmail continue de supporter IMAP et POP pour accéder à Gmail lui-même depuis d'autres clients de messagerie, comme Outlook, Thunderbird ou Apple Mail.

L'application mobile Gmail sur Android et iOS peut toujours gérer plusieurs comptes externes via IMAP, permettant de voir et envoyer des e-mails depuis leurs interfaces mobiles.

Pourquoi cela peut poser problème à beaucoup d'utilisateurs ?

Pour de nombreux utilisateurs, surtout ceux qui ne se considéraient pas comme "techniques", Gmail était un moyen simple de centraliser tous leurs e-mails dans une seule boîte.

Cela évitait de devoir se connecter une à une à chaque plateforme, de gérer plusieurs mots de passe ou d'installer un logiciel de messagerie séparé. Avec la suppression de Gmailify et du POP3 web, ces utilisateurs vont devoir :

1-Vérifier manuellement leurs autres comptes mail : Sans centralisation automatique, il faudra se connecter sur les sites de Yahoo!, Outlook ou autres pour lire les nouveaux messages.

2- Configurer un transfert automatique : Un moyen de conserver une vue unifiée consiste à paramétrier chaque boîte externe pour qu'elle transfère automatiquement ses nouveaux messages à l'adresse Gmail.

3- Utiliser des applications tierces (clients de messagerie) : Des logiciels comme Thunderbird, Outlook, Apple Mail ou Spark permettent de gérer plusieurs comptes via IMAP dans une seule interface, ce qui reproduit en partie l'expérience de centralisation.

4- Rester sur mobile pour une centralisation minimale : Comme mentionné, l'application Gmail sur smartphone continue de proposer une gestion multi-comptes via IMAP.

Une page qui se tourne pour Gmail

Pour les puristes de la messagerie, cette décision ressemble à une fin de chapitre pour une fonctionnalité historique de Gmail, qui avait fait la force du service à ses débuts.

À une époque où beaucoup d'utilisateurs jonglaient encore entre plusieurs messageries et préféraient les regrouper dans une seule interface, Gmailify et le "Check mail from other accounts" offraient une simplicité rare.

Mais l'univers de la messagerie a évolué. Les standards de sécurité se durcissent, les utilisateurs se déplacent de plus en plus vers des interfaces mobiles, et les besoins de synchronisation permanente remplacent les anciens usages de téléchargement ponctuel.

La suppression de ces fonctions, bien que frustrante pour certains, s'inscrit dans cette logique : mettre l'accent sur des protocoles plus sûrs et des méthodes plus modernes de gestion des e-mails.

Pour les utilisateurs concernés, le message est simple : il est temps de repenser la manière de gérer vos courriels, d'explorer des alternatives, ou de trouver une solution qui vous permette de retrouver la commodité perdue.



Après l'IA qui écrit, dessine et parle, voici l'IA qui marche, manipule, conduit et produit

NVIDIA change de cap au CES 2026 : l'ère de la "Physical AI" est officiellement lancée

Las Vegas, nuit électrique au CES 2026. Sur scène, Jensen Huang ne présente pas une simple feuille de route technologique. Il acte un basculement stratégique majeur.

NVIDIA, symbole planétaire de l'IA générative, celle des chatbots, des images et des modèles de langage – annonce clairement son virage : l'avenir ne se joue plus seulement dans le texte ou les pixels, mais dans la matière, le mouvement, la physique. Place à la Physical AI, une intelligence artificielle capable de comprendre le monde réel et d'y agir.

Le message est limpide : après avoir fourni les cerveaux de l'IA numérique, NVIDIA veut désormais en fournir les muscles, les nerfs et les réflexes. Robots, véhicules autonomes, usines intelligentes, logistique automatisée, infrastructures critiques... Tout converge vers une IA incarnée, intégrée, opérationnelle. Et ce choix va bien au-delà d'un effet d'annonce.

De l'IA qui parle à l'IA qui agit

Depuis trois ans, l'IA générative a saturé l'espace médiatique. ChatGPT, images synthétiques, assistants conversationnels : le grand public a découvert une IA spectaculaire, mais encore largement confinée à l'écran. NVIDIA acte aujourd'hui une limite implicite de ce modèle. Générer du contenu ne suffit plus. La valeur économique et stratégique se déplace vers l'action dans le monde physique.

C'est là qu'intervient la Physical AI. Une IA qui comprend les lois de la physique, anticipe les contraintes du réel, apprend par simulation et agit avec précision. Une IA pensée pour les chaînes industrielles, les entrepôts, les routes, les ports, les centrales énergétiques. Bref, pour l'économie réelle.

Cosmos : simuler le monde pour entraîner les machines

Premier pilier de cette bascule : Cosmos. NVIDIA le présente comme un "modèle de fondation du monde". L'expression n'est pas anodine. Cosmos n'est pas un simple moteur de simulation. C'est une plateforme capable de recréer en temps réel des environnements physiques complexes

: gravité, frottements, collisions, comportements de fluides, interactions mécaniques.

L'objectif est clair : entraîner robots et véhicules autonomes à grande échelle, sans dépendre uniquement du monde réel. Là où un accident coûte cher, une simulation permet des millions d'itérations sans risque. Cosmos devient ainsi un terrain d'apprentissage universel pour la robotique avancée, à la manière dont les grands modèles de langage ont appris sur des corpus massifs de textes.

Cette capacité de simulation à l'échelle industrielle est un avantage décisif. Elle raccourcit les cycles de développement, réduit les coûts et accélère la mise sur le marché de solutions autonomes fiables.

Rubin : le hardware pensé pour l'IA incarnée

Deuxième annonce structurante : Rubin, la nouvelle architecture matérielle qui succède à Blackwell. NVIDIA promet jusqu'à cinq fois plus de performances, mais surtout une optimisation spécifique pour l'inférence robotique massive. Autrement dit, Rubin n'est pas conçu pour faire parler une IA, mais pour la faire agir, réagir et décider en temps réel.



La sortie est annoncée pour mi-2026, et le signal envoyé au marché est fort. NVIDIA prépare l'infrastructure matérielle d'un monde où des millions de robots, de véhicules et de systèmes autonomes devront traiter des données sensorielles en continu, avec des exigences extrêmes de latence et de fiabilité.

C'est un changement de nature. On ne parle plus seulement de puissance brute pour entraîner des modèles, mais de robustesse industrielle pour faire tourner des systèmes critiques.

GR00T et la standardisation des humanoïdes

Troisième pilier : l'écosystème robotique. NVIDIA pousse la standardisation via GR00T, une plateforme open source dédiée aux robots humanoïdes. Le choix de l'open source est stratégique. Il vise à fédérer un écosystème mondial de développeurs, de fabricants et d'industriels autour de briques communes.

Les partenariats annoncés avec Boston Dynamics, LG, Siemens et d'autres acteurs majeurs montrent l'ambition : faire de NVIDIA le socle technologique de la robotique humanoïde, comme il l'est devenu pour l'IA logicielle.

Une onde de choc mondiale... jusqu'au Maroc

Ce virage n'est pas neutre pour les économies émergentes, y compris le Maroc. Industrie automobile, logistique portuaire, usines agroalimentaires, énergie, BTP : tous ces secteurs sont directement concernés par l'automatisation intelligente. La Physical AI pose une question stratégique : qui maîtrisera les infrastructures de cette nouvelle ère ?

NVIDIA, nouveau maître d'infrastructure

La conclusion s'impose. NVIDIA ne vend plus seulement des GPU. L'entreprise se positionne comme l'architecte global de l'automatisation industrielle mondiale, en combinant logiciels, hardware et standards. Une stratégie d'infrastructure, au sens le plus fort du terme.

Après l'IA qui écrit, dessine et parle, voici l'IA qui marche, manipule, conduit et produit. Le CES 2026 restera sans doute comme le moment où l'IA a quitté définitivement l'écran pour entrer dans le monde réel. Et le monde, lui, devra s'adapter.

NVIDIA n'a pas vu son action s'envoler suite au CES 2026, mais elle n'a pas non plus plongé. La Bourse digère une stratégie ambitieuse et plus structurelle que purement tactique – un pari pour demain plus qu'une promesse de gains immédiats.

Le virage vers une IA physique, plus lourde, plus coûteuse à développer et à déployer, est perçu comme une opportunité à long terme, mais pas (encore) comme un catalyseur immédiat pour les cours. Cela reflète un marché qui valorise davantage les promesses de croissance rapide que les transformations profondes d'écosystèmes industriels.

Sur la durée, si l'industrialisation de l'IA robotique ou embarquée confirme les attentes – par exemple avec de premiers revenus significatifs ou des déploiements concrets – les investisseurs pourraient revisiter leur jugement. Aujourd'hui, ils restent prudents, scrutant les premiers signes tangibles de rentabilité dans la Physical AI avant d'accélérer l'achat.



OpenAI sort... un stylo qui pense pour vous ?

OpenAI et Jony Ive s'apprêtent à secouer le monde de la tech avec leur mystérieux projet Gumdrop.

OpenAI et Jony Ive en mode secret total

Vous pensiez tout savoir sur l'IA ? Eh bien, tenez-vous bien : OpenAI ne se limite plus aux logiciels ou aux chatbots.

Cette fois, la firme américaine collabore avec Jony Ive, l'ex-star de la design-tech, pour concevoir... un stylo dopé à l'IA. Oui, vous avez bien lu.

Alors que les théories les plus folles circulent depuis un an, une fuite signée Smart Pikachu sur X (anciennement Twitter) nous met l'eau à la bouche. Nom de code du projet : Gumdrop.

Une fuite révèle le mystérieux projet Gumdrop

Selon le leaker, ce stylo pourrait faire bien plus que de tracer des lignes sur une feuille.

Transcription automatique sur PC, analyse de vos gribouillis pour détecter vos idées ou même prédiction de vos prochains mots ? Tout reste à inventer.

La production, initialement confiée à Luxshare, a été rapatriée chez Foxconn au Vietnam pour éviter la Chine, dans un contexte de guerre technologique sur fond d'IA. Des pistes évoquent même une fabrication américaine.

Et ce n'est pas tout : deux autres gadgets sont en préparation, dont un appareil audio nomade.

OpenAI vise gros : créer un objet révolutionnaire qui pourrait remplacer le smartphone, mais sans écran. Une vraie petite bombe pour les amateurs de tech et les trendsetters TikTok.



NISRINE JAOUADI

OPENAI SORT... UN STYLO QUI PENSE POUR VOUS ?

Vers une ère où même le stylo est intelligent

Alors, va-t-on bientôt écrire avec un stylo qui nous comprend mieux que notre maman ?

L'ère des objets connectés intelligents continue de surprendre : des lunettes aux montres, tout se met à penser.

Avec Gumdrop, OpenAI frappe un grand coup dans l'inattendu. Moralité : ne sous-estimez jamais un stylo, surtout quand il a de l'IA dedans. Ce qui est insolite aujourd'hui, c'est la conversation du café demain.



By Lodj



REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP.

POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !



La faute fatale de Zuckerberg : la fuite qui a remis les clés du monde à la Chine

Nous sommes entrés dans une phase curieuse de l'histoire : la puissance n'est plus seulement une affaire de flottes, de bases ou de pipelines. Elle se loge dans des lignes de code, des modèles mathématiques, des communautés de développeurs... et dans une idée vieille comme l'imprimerie : diffuser largement peut être plus stratégique que verrouiller.

La guerre froide de l'IA : quand l'open source devient une arme

Depuis deux ans, l'intelligence artificielle est devenue un théâtre géopolitique à part entière. On l'a racontée comme une ruée vers l'or : capitaux affluent, valorisations flambant neuves, promesses d'une "révolution" censée tout réécrire — l'économie, la guerre, l'éducation, la médecine, la diplomatie. Ce récit n'est pas faux. Il est incomplet. Il néglige un détail qui, en histoire, fait souvent basculer les empires : la standardisation. Quand une technologie cesse d'être rare et devient une commodité, la rente s'évapore. Et les "vainqueurs naturels" ne sont pas toujours ceux qu'on attend.

Le cœur du débat n'est pas "qui a le meilleur modèle". Le cœur du débat, c'est : qui impose les standards et capture les usages. Au XIXe siècle, la Grande-Bretagne n'a pas dominé parce qu'elle avait seulement de meilleurs métiers à tisser ; elle a dominé parce qu'elle a articulé finance, routes maritimes, normes et capacité industrielle. L'IA suit une logique similaire : la puissance ne vient pas seulement des laboratoires, mais du couple "coût + diffusion". Une technologie qui se diffuse vite et bon marché redessine la carte des dépendances — et donc des loyautés.

L'irruption de modèles ouverts performants agit comme un dissolvant sur l'économie de l'IA fermée. Les géants américains ont construit un modèle de rente : des systèmes propriétaires, coûteux à entraîner et à opérer, mais présentés comme "inimitables", donc facturables. Or l'histoire technologique est cruelle : tout ce qui peut être reproduit finit par l'être. Et quand la



reproduction devient collective — universités, communautés open source, ingénieurs indépendants, entreprises émergentes — elle accélère.

La Chine n'a pas besoin de gagner : il lui suffit d'inonder le monde

La question prend une dimension géopolitique parce que la compétition sino-américaine a déjà été militarisée par la guerre des puces. En restreignant l'accès à certains composants, Washington a tenté de préserver un avantage décisif. Réaction classique d'une puissance dominante :

contrôler l'amont. Mais l'histoire montre qu'un verrouillage trop visible pousse l'adversaire à déplacer le champ de bataille. Si l'accès au matériel est contraint, on peut compenser en logiciel, en efficacité, en diffusion mondiale. Ici, l'ouverture (ou la mise à disposition large) devient une stratégie : elle fragilise les marges de l'adversaire, et surtout, elle colonise les pratiques.

Car une fois qu'un écosystème de développeurs, de start-ups et d'entreprises construit ses produits sur une famille de modèles, ce n'est plus un simple choix technique : c'est une dépendance structurelle. Les standards deviennent une diplomatie silencieuse. On choisit un modèle comme on choisit une norme industrielle, une langue de travail, une architecture de réseau. Et comme toujours, ceux qui arrivent trop tard découvrent que la bataille n'était pas dans la performance brute, mais dans l'adoption.

Faut-il, pour autant, enterrer le camp "propriétaire" ? Non. L'histoire des technologies stratégiques est rarement binaire. Les puissances installées gardent des atouts lourds : la confiance institutionnelle, le droit, les certifications, la responsabilité juridique, les contrats d'État, la capacité à vendre de la "conformité" plus que de l'innovation. Dans les secteurs sensibles — défense, banque, santé, administrations —

la question n'est pas "c'est moins cher", mais "qui répond en cas d'incident ?" et "où vont les données ?". Dans ces zones-là, les modèles fermés restent attractifs, parce qu'ils vendent une promesse d'assurance.

Mais l'équation du marché global peut changer : une IA devenue "prise murale" — comme l'électricité — ne valorise plus le producteur de courant, elle valorise celui qui fabrique les appareils, les services, l'expérience utilisateur. Le centre de gravité se déplace du modèle vers le produit, du laboratoire vers l'intégration. La bulle, si elle éclate, ne sera pas forcément celle de l'IA comme technologie : ce sera la bulle des valorisations fondées sur une rareté qui n'existe déjà plus au même niveau.

Le basculement est donc historique au sens fort : il annonce la fin d'un monopole narratif occidental sur l'innovation "de pointe", et l'entrée dans une ère où la diffusion rapide — y compris par l'ouverture — devient un instrument de puissance. L'IA, en se banalisant, ressemble à une nouvelle matière première : elle ne décide pas seule des vainqueurs ; elle récompense ceux qui maîtrisent la logistique, la norme, l'écosystème et l'usage.

Dans ce monde, le vrai risque n'est pas de "perdre une course". C'est de se réveiller un matin en découvrant que l'infrastructure intellectuelle de la planète — outils, bibliothèques, standards, dépendances — s'est organisée sans vous. Et que la souveraineté, une fois encore, se mesure à ce que l'on contrôle... mais aussi à ce que l'on a laissé devenir standard.



Mohamed Ait Bellahcen

Éloge du papier à l'ère de l'IA : un enjeu de souveraineté cognitive pour le Maroc

Au Maroc, de nombreux jeunes et moins jeunes demeurent profondément attachés au papier, au livre, à la lecture imprimée. Ils fréquentent encore les librairies, s'arrêtent aux kiosques, feuillettent les journaux, achètent des ouvrages scolaires, universitaires ou littéraires. Mais cet attachement s'accompagne aujourd'hui d'une inquiétude croissante : disparition progressive des librairies indépendantes, raréfaction des kiosques, fragilisation de toute une chaîne culturelle liée au livre et à la presse écrite.

Cette inquiétude n'est pas un simple réflexe nostalgique.

Elle traduit une intuition juste : le papier et le livre ne sont pas de simples supports techniques, mais des objets culturels, éducatifs et cognitifs à préserver. Ils structurent le rapport au savoir, au temps, à la mémoire et à la transmission.

C'est dans ce contexte que l'article Éloge du papier, publié dans Le Monde diplomatique, mérite une lecture attentive au Maroc.

Non pour opposer le papier au numérique ou à l'intelligence artificielle, mais parce qu'il pose une question stratégique trop rarement formulée : qui gouverne aujourd'hui nos conditions de pensée à l'ère du numérique et de l'IA ?

Le papier n'est pas un simple médium.

C'est une technologie de la pensée. Il impose une lecture continue, un temps long, une attention soutenue.

À l'inverse, l'écosystème numérique contemporain amplifié par l'IA générative repose sur la fragmentation, l'urgence et la sollicitation permanente.

La souveraineté cognitive désigne la capacité d'une société à maîtriser ses conditions d'attention, de compréhension et de jugement, sans dépendre de systèmes techniques opaques.

À l'ère de l'intelligence artificielle, défendre le papier n'est pas refuser le progrès. C'est rappeler que penser exige du temps.



az-eddine bennani

De l'aiguille à l'IA : ce que le Maâlam peut encore nous apprendre

À mesure que l'intelligence artificielle s'installe dans nos vies, une inquiétude sourde traverse la société marocaine. Elle ne concerne pas seulement l'emploi ou la technologie, mais quelque chose de plus profond : la perte du sens de la transmission.

Beaucoup, jeunes et moins jeunes, s'interrogent sur ce que nous transmettons encore, sur ce qui se perd silencieusement – les gestes, les métiers, les savoirs patients, les librairies, les kiosques, le rapport au papier, au livre, au temps long.

C'est dans ce contexte qu'est né Wald Maâlam – De l'aiguille à l'intelligence artificielle. Ce livre n'est ni un manifeste contre l'IA, ni une célébration naïve du progrès technologique. Il est le prolongement naturel d'un parcours intellectuel et humain consacré depuis des années à une question centrale : comment penser l'intelligence artificielle sans renoncer à notre humanité, à notre culture et à notre responsabilité collective ?

La figure du Maâlam, maître artisan marocain, s'est imposée comme évidence.

Le Maâlam n'enseigne pas seulement une technique ; il transmet une manière d'être au monde. Il apprend par le geste, par l'exemple, par la répétition, par l'erreur acceptée.

Il inscrit l'apprentissage dans le temps long, dans le corps, dans la relation. Le Wald Maâlam, fils de l'artisan, n'hérite pas d'un simple savoir-faire, mais d'un devoir de continuité.

Dans mes articles et ouvrages consacrés à l'intelligence artificielle, à la gouvernance numérique et à la souveraineté cognitive, j'ai souvent insisté sur un point : l'IA n'est jamais neutre.

Elle est le produit de modèles, de données, de visions du monde. Elle reflète ce que nous valorisons, ce que nous accélérons, ce que nous oublions. Or, une société qui rompt avec ses logiques de transmission devient vulnérable, non seulement technologiquement, mais culturellement et cognitivement.

Wald Maâlam propose un renversement de regard. Plutôt que de se demander ce que l'IA va remplacer, il invite à se demander ce qu'elle doit prolonger.

Là où l'algorithme optimise, le Maâlam rappelle la valeur du sens. Là où la machine prédit, le geste artisanal enseigne la responsabilité. Là où la technologie standardise, la transmission humaine singularise.

Ce livre dialogue directement avec mes travaux sur la souveraineté cognitive.

Une nation qui délègue entièrement sa mémoire, son apprentissage et ses décisions à des systèmes qu'elle ne comprend pas, qu'elle ne maîtrise pas et qu'elle n'a pas contribué à concevoir, s'expose à une forme de dépendance silencieuse.

À l'inverse, une société qui articule innovation technologique et héritage vivant peut faire de l'IA un outil d'émancipation plutôt qu'un facteur d'effacement.

Il ne s'agit donc pas d'opposer tradition et modernité. Il s'agit de les articuler. Le Maâlam n'est pas un vestige du passé ; il est une figure d'avenir. Il nous rappelle que toute intelligence – humaine ou artificielle – n'a de valeur que si elle est transmise avec discernement, inscrite dans une éthique et orientée vers le bien commun.

À l'heure où le Maroc s'engage dans des stratégies numériques ambitieuses, il est essentiel que le débat sur l'IA ne soit pas confisqué par les seuls experts techniques ou importé clé en main d'autres contextes.

Wald Maâlam s'inscrit dans cette volonté : penser l'intelligence artificielle à partir de nos réalités, de notre culture, de nos métiers, de notre rapport au savoir.

Ce livre est une invitation. Une invitation à ralentir pour mieux comprendre. À transmettre avant d'automatiser. À ne pas perdre, dans la vitesse des machines, ce qui fait civilisation.



dr azzedine
bennani

VL-JEPA, IA frugale et vision systémique : une voie marocaine pour Maroc Digital 2030

Depuis plus d'une décennie, et de façon de plus en plus visible ces dernières années, l'intelligence artificielle est souvent réduite à sa capacité à générer : générer du texte, des images, des vidéos.

Cette IA spectaculaire fascine, mais elle s'accompagne aussi de coûts élevés, d'une forte consommation énergétique, d'une complexité croissante et d'une dépendance accrue à des plateformes étrangères.

Maroc Digital 2030 assume une ambition claire : faire du numérique un levier de développement économique et positionner le Maroc comme un acteur qui compte en Afrique, capable de produire des solutions et des services à valeur ajoutée, et non de se limiter à l'importation de technologies conçues ailleurs.

Dans ce contexte, le choix des architectures d'intelligence artificielle est déterminant.

Il conditionne la capacité du pays à créer de la valeur locale, à développer des compétences nationales, à exporter des solutions adaptées aux réalités africaines et à renforcer sa souveraineté numérique.

C'est dans cette perspective qu'il faut s'intéresser à des approches comme VL-JEPA, qui incarnent une autre manière de penser l'IA : une IA de compréhension plutôt que de production, frugale dans ses moyens, systémique dans sa conception et sociale dans ses finalités.

La majorité des modèles actuels fonctionnent comme des machines à produire : ils complètent, imitent, génèrent. VL-JEPA repose sur une idée plus simple : comprendre ce qui se passe, à partir de ce qui est vu et de ce qui est demandé, sans chercher à produire du contenu inutile. Il s'agit moins de faire parler l'IA que de l'amener à voir juste et à comprendre vite.

Cette approche s'inscrit dans une vision systémique de l'IA, qui la replace dans un ensemble cohérent : infrastructures, usages, compétences, territoires et impacts sociaux. L'IA n'est plus une prouesse isolée, mais un outil intégré aux politiques publiques, aux services essentiels et au quotidien des citoyens.

Cette logique est indissociable d'une IA frugale. Une IA frugale n'est pas une IA au rabais ; c'est une IA qui consomme moins, nécessite moins de calcul, fonctionne avec des infrastructures raisonnables et répond à des besoins concrets.

Pour le Maroc, c'est un choix stratégique, cohérent avec la maîtrise des coûts, la montée en compétences nationales et la durabilité.

Cette orientation devrait également guider la politique de soutien aux startups.

Si l'objectif est de créer de la valeur durable et des solutions exportables, il serait pertinent de privilégier les projets fondés sur des IA sobres, spécialisées et ancrées dans les usages réels.

À l'inverse, les projets centrés sur l'adaptation de grands modèles de langage existants, ou sur la création de nouveaux LLM marocains, mobilisent des ressources considérables pour un impact économique et social souvent limité.

Enfin, cette réflexion dépasse l'IA elle-même. Si Maroc Digital 2030 trace des orientations importantes, il reste à expliciter une vision claire de l'Internet que le Maroc souhaite construire : un Internet plus frugal, plus souverain, plus social, au service de la compréhension, de la coopération et du développement humain.

Le Maroc a là une opportunité réelle : proposer une voie originale, fondée sur une IA systémique, frugale et sociale. Ce n'est pas l'IA la plus bruyante qui transformera durablement le pays, mais celle qui comprend mieux, consomme moins et agit juste.



dr azzedine
bennani

Il était une fois l'IA...

Omniprésente dans les usages quotidiens comme dans les secteurs stratégiques, l'intelligence artificielle s'impose désormais comme une rupture technologique majeure aux conséquences profondes. Ses applications défraient la chronique: synthèse de texte, génération de musique, traduction et interprétation, montage de photos.

De ses origines académiques aux systèmes génératifs capables de produire textes, images ou décisions complexes, Mustapha Sehimi interroge l'IA qui redéfinit le rapport au savoir, au travail et à la vérité. Mais derrière la prouesse technique surgissent des interrogations centrales sur le contrôle, la responsabilité, l'emploi et, plus fondamentalement, sur le modèle de société que ces technologies façonnent.

Une source d'inquiétudes ? D'espoirs ? Une révolution sociétale ?

Au vrai, l'IA est sur le devant de la scène depuis des décennies:

Diagnostic de maladies du sang et de prescription (années 1970), premier véhicule à conduite autonome Navlab (1986), victoire de la machine Deep Blue sur le champion du monde d'échec Gary Kasparov (1997), assistant virtuel sera intégré aux portables iPhone (2011), ou encore défaite du champion mondial Ke Jie au jeu de go face à la machine AlphaGo (2017).

L'histoire de l'IA a plus de 70 ans et le terme apparaît pour la première fois en 1956.

Elle s'est ensuite développée sous la forme de règles déductives; cette approche dite symbolique est fondée sur le raisonnement et des instructions; puis, une approche statistique a pris de l'ampleur à compter des années 1990; l'humain vrille alors à ce que l'ordinateur "apprenne" à identifier des relations statistiques entre les données.

Pas d'instruction explicite: la machine est entraînée à reconnaître des liens à partir d'un ensemble de données dites d'entraînement; la machine applique ensuite ces liens à des données nouvelles pour effectuer une tâche.

Le succès de cette approche repose sur deux paramètres : les données et une puissance de calcul, soutenus par l'émergence du cloud.

Applications

En 1997 l'IA est déjà sur le devant de la scène depuis des décennies: mais cette année-là elle fait une irruption spectaculaire lorsque machine Deep Blue arrive à bout du champion du monde d'échec Gary Kasparov (1997)

Cela dit, cette précision : il n'existe pas de définition unique et universelle de l'IA parce que ce terme recouvre de nombreuses technologies.

Et les systèmes d'IA sont en mesure d'établir des prévisions, de formuler des recommandations ou de prendre des décisions; ils répondent à un ensemble d'objectifs donné et ils ont ainsi une influence sur leur environnement.

Les applications sont nombreuses: reconnaissance vocale des téléphones portables, robotique industrielle, véhicules à conduite automatisée, détection de pathologies en imagerie médicale, assistants commerciaux virtuels, reconnaissance faciale des ordinateurs, publicité ciblée sur internet ou encore identification d'anomalies financières pour lutter contre la fraude fiscale.

Ces nombreuses applications professionnelles ou personnelles sont amplifiées par les systèmes d'IA dite générative. Elle permet de générer de nouveaux contenus sous la forme de texte, d'image, de son, de vidéo ou de code.



Une capacité de production donc qui constitue un tournant majeur de l'IA, et ce à plusieurs titres.

D'abord, l'utilisation des modèles d'IA générative peut être d'une grande simplicité; il est possible d'utiliser en effet des interfaces de dialogue permettant à un humain d'exprimer par écrit ou par oral la commande de génération d'un contenu ce qui donne l'impression d'une conversation ou d'un dialogue avec la machine.

Cette génération de contenu présente un trait particulier: celui de la rapidité- quelques secondes suffisent aux modèles les plus avancés pour produire une musique ou un long texte...

De plus, le contenu généré est réaliste; il apparaît crédible aux yeux et aux oreilles d'un humain (clarté des propos, enchaînement logique des mots, cohérence des images, présence d'intonation, etc.).

Il faut encore ajouter que les modèles présentent de grandes aptitudes. Ils semblent être en mesure de réaliser des tâches humaines complexes: de meilleurs résultats que des candidats humains à des examens, une précision supérieure de diagnostics effectués par des algorithmes par rapport à ceux réalisés par des médecins.

Autant de données caractéristiques de l'IA générative, elles permettent l'automatisation de tâches difficilement automatisables auparavant (personnalisation des offres commerciales, simplification de l'analyse de données financières, accélération de la recherche scientifique...)

Qui contrôle ?

A terme, l'IA pourrait prendre la suite des ordinateurs personnels, des réseaux sociaux et des smartphones comme la plateforme numérique dominante, la couche technologique sur laquelle tous les autres nouveaux services sont construits.

Pareille perspective nourrit toutefois plus de questions qu'elle n'apporte de réponses.

Si l'IA est la prochaine plateforme, qui la contrôle ? Les entreprises qui font les modèles ou celles qui font des produits qui intègrent l'IA ? Qui maîtrise et déploie les systèmes d'IA générative ? Quelles sont les responsabilités des acteurs ? Quels seront ses effets sur l'économie, le travail et l'emploi ?

Quelles seront les incidences de l'apparence "humaine" du contenu généré sur le rapport à la vérité et à l'information ? Comment vont évoluer ces technologies ? Il est certain que de nouvelles innovations viendront après la vague de l'IA générative d'aujourd'hui.

Viendront-elles du prolongement de celle-ci ou d'une rupture technologique ? Quels pans de la société seront les premiers ou les principaux concernés ? Et au-delà, cette interrogation de principe: quelle société voulons-nous ?



**Mustapha
SEHIMI**

La Chine prépare un cadre inédit pour encadrer les chatbots IA et prévenir les risques psychologiques

Pékin envisage des règles strictes pour les chatbots: intervention humaine en cas de suicide, interdiction des contenus nuisibles et audits de sécurité annuels au-delà d'un seuil d'utilisateurs.

Selon un rapport d'Ars Technica, le gouvernement chinois étudie un train de mesures visant à réguler les robots conversationnels dopés à l'IA, afin d'en réduire l'impact psychologique sur les utilisateurs. L'objectif: empêcher des systèmes comme ChatGPT ou DeepSeek de manipuler les émotions, d'encourager l'automutilation, la violence ou le suicide.

Si elles sont adoptées, ces règles, que CNBC qualifie parmi les plus strictes au monde s'appliqueront à tout chatbot accessible en Chine, quel que soit le mode d'interaction (texte, image, vidéo, voix, etc.). Le projet prévoit une intervention humaine obligatoire dès qu'un utilisateur évoque le suicide, indépendamment de son âge ou de son état psychique. Les mineurs et les personnes âgées devront, lors de la création de compte, renseigner les informations d'un tuteur légal.

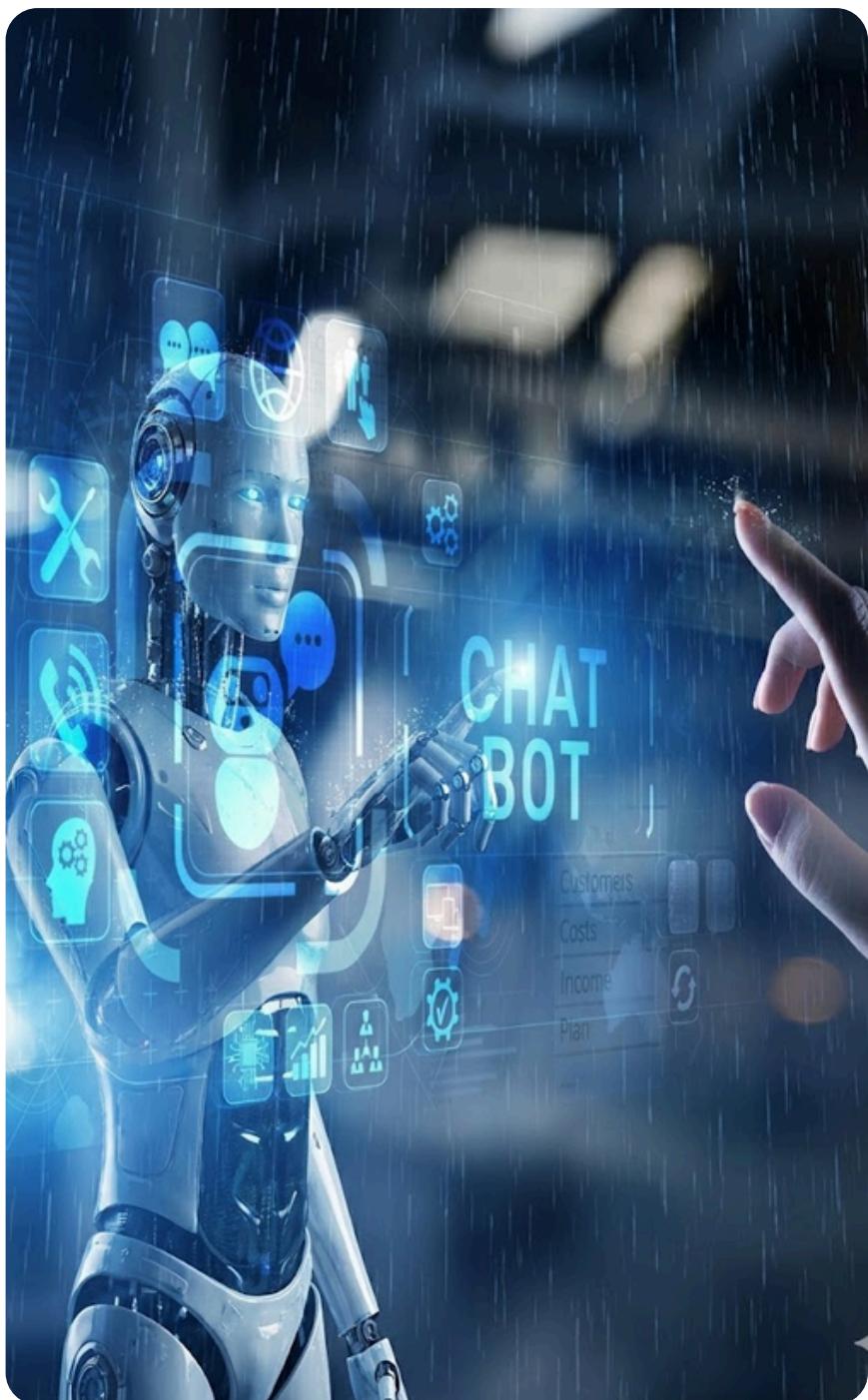
Le texte prohibe la génération de tout contenu lié au suicide, à l'auto-atteinte ou aux incitations à nuire à autrui, ainsi que toute tentative de manipulation psychologique via promesses fallacieuses ou étiquetage dégradant de l'utilisateur. Figurent aussi sur la liste noire: l'incitation aux crimes, l'insulte des usagers et ce que le régulateur appelle des "pièges émotionnels".

La régulation ne cible pas que les contenus: elle veut aussi empêcher la conception de chatbots qui "rendent captifs" leurs utilisateurs. Ce point fait écho à des actions en justice intentées contre ChatGPT et OpenAI, accusés d'optimiser l'engagement plutôt que d'imposer des garde-fous robustes.

Sur le plan opérationnel, Pékin imposerait des tests de sécurité et des revues annuelles pour tout service dépassant 1 million d'utilisateurs par an ou 100 000 par mois. En cas de non-conformité, les plateformes risquent un blocage total en Chine et l'interdiction d'accès pour leurs usagers.

La prévention plutôt que la réaction

Cette stratégie vise à éviter les controverses déjà observées aux États-Unis et ailleurs. Des plaintes ont notamment visé ChatGPT après des affaires médiatisées impliquant un suicide d'adolescent et un cas où l'outil aurait "encouragé" un utilisateur à tuer sa mère puis à se suicider. En réponse, la Chine tente de placer l'intervention humaine, l'évaluation des risques et la responsabilité des concepteurs au cœur du cycle de vie des chatbots.



ChatGPT « Wrapped » : ton année 2025 résumé comme une playlist

ChatGPT s'invite dans nos bilans de fin d'année avec son propre Wrapped, pour transformer nos échanges numériques en récap' ludique et personnalisée.

Un ChatGPT « Wrapped » ?

Décembre rime avec bilans et nostalgie numérique. Spotify Wrapped a transformé nos playlists en petites rétrospectives à partager fièrement.

Cette année, ce n'est plus seulement la musique qui a droit à son résumé : ChatGPT débarque avec son propre « Wrapped » pour raconter votre année 2025... en mots.

Quand l'IA joue les DJ de nos vies

Inspirée par le phénomène Spotify Wrapped, la nouvelle fonctionnalité de ChatGPT permet de dresser un portrait personnalisé de votre année à travers vos interactions avec l'IA.

Musique, vidéos, ou même discussions textuelles, tout peut être synthétisé en un condensé de souvenirs numériques. Le concept est simple et addictif : un récap' qui transforme vos échanges avec l'IA en véritable best-of.

Aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie, ceux qui ont activé la mémoire et l'historique de ChatGPT peuvent déjà découvrir ce petit trésor.

Une manière de revisiter ses moments marquants, de ses questions les plus insolites aux conseils les plus pertinents glanés au fil de l'année.

Et même si cette fonctionnalité officielle n'est pas encore disponible partout, il existe déjà des astuces pour générer un « ChatGPT Wrapped » non-officiel en donnant un simple prompt à l'IA.

Pourquoi ça marche ? Parce qu'au Maroc comme ailleurs, on adore se raconter des histoires... même numériques.

Le plaisir vient autant du résumé que du partage : on aime comparer nos top moments, nos coups de cœur et nos surprises avec nos amis, comme on le ferait avec une playlist.



Comment générer ton ChatGPT Wrapped, même à distance

Pas besoin de VPN compliqué ou de magie noire. Si vous utilisez ChatGPT et que votre historique est activé, vous pouvez demander à l'IA de créer votre propre récapitulatif 2025.

Le secret réside dans un simple prompt du type : "Génère un ChatGPT Wrapped 2025 pour mon compte en t'inspirant de Spotify Wrapped". Vous pouvez même pimenter le tout en ajoutant vos consignes personnelles pour que le récap' reflète vraiment votre année. C'est un peu comme feuilleter votre journal secret... version digitale.

Vous découvrez quels sujets vous ont le plus inspiré, quelles questions ont dominé votre curiosité, et peut-être même quels conseils vous ont marqué. Une introspection ludique, qui mêle technologie et nostalgie, à consommer sans modération.

Et si on testait ?

Ce phénomène n'est pas qu'un gadget : il illustre notre goût pour la personnalisation et le partage dans l'ère numérique.

Au Maroc, où le mobile et les réseaux dictent nos rythmes de vie, ce type de récapitulatif pourrait bien devenir un nouveau rituel de fin d'année.

Alors, pourquoi ne pas se laisser tenter ? Après tout, revisiter son année avec un brin d'humour et un soupçon de poésie digitale, c'est finalement assez marocain dans l'âme.

Italie : l'IA influence un cadeau de Noël sur trois, pour 3,5 milliards d'euros

L'intelligence artificielle s'invite désormais jusque sous le sapin. En Italie, un cadeau de Noël sur trois a été sélectionné cette année en suivant les recommandations d'outils d'IA, pour un montant global estimé à 3,5 milliards d'euros, selon l'association italienne de défense des consommateurs Consumerismo No Profit. Une tendance en forte accélération, qui séduit autant qu'elle inquiète.

L'IA devient conseillère d'achats

D'après les chiffres communiqués par Consumerismo, plus de 60 % des consommateurs italiens ayant utilisé des outils numériques pour leurs achats de Noël ont eu recours à l'intelligence artificielle afin de choisir des cadeaux pour leurs proches. Suggestions personnalisées, idées rapides, comparaisons instantanées : pour beaucoup, l'IA est devenue un raccourci pratique dans un contexte de pression temporelle et de surabondance de l'offre.

Cette évolution marque une rupture nette avec les habitudes des années précédentes, où les recommandations provenaient principalement des moteurs de recherche classiques, des plateformes marchandes ou du bouche-à-oreille.

Une efficacité contestée par les consommateurs

Mais derrière l'effet de nouveauté, l'association italienne alerte sur plusieurs dérives. Consumerismo souligne que de nombreux conseils générés par l'IA se sont révélés erronés, conduisant à des achats décevants et, dans certains cas, à un réel préjudice économique pour les ménages.

Les algorithmes, souvent nourris de données commerciales et de logiques promotionnelles, ne parviennent pas toujours à cerner les goûts réels des destinataires. Résultat : des cadeaux jugés impersonnels, mal adaptés, voire totalement à côté de la plaque.

Le risque d'une consommation moins vigilante

Pour Luigi Gabriele, président de Consumerismo No Profit, le danger principal réside dans une confiance excessive accordée à l'IA. Selon lui, ces outils tendent à réduire la vigilance des consommateurs, qui prêtent moins attention à des critères essentiels comme le prix réel, la qualité du produit ou les avis négatifs.

Cette délégation du choix à la machine favoriserait également une augmentation des dépenses, l'IA incitant souvent à commander plus, plus vite, et parfois plus cher, sans véritable réflexion critique.

L'IA sous le sapin, mais pas sans recul

Si l'intelligence artificielle s'impose comme un nouvel acteur du commerce de Noël, l'expérience italienne montre qu'elle ne remplace ni la connaissance personnelle des proches, ni le discernement du consommateur. À l'heure où les algorithmes influencent de plus en plus les décisions d'achat, la question n'est plus de savoir si l'IA conseille, mais jusqu'où il faut la laisser décider.



OpenAI devient “Group PBC” et recompose son capital: nouveau pacte avec Microsoft et cap sur l’IPO

OpenAI officialise sa transformation en entité pleinement lucrative avant une entrée en bourse, rebaptise ses structures, revoit la répartition du capital avec Microsoft et annonce un vaste accord cloud ainsi qu'un investissement initial de 25 Md\$ dans la santé et l'IA.

OpenAI a annoncé l'achèvement de sa transition vers un modèle entièrement lucratif, étape clé avant sa future introduction en bourse, tout en dévoilant les contours d'un nouveau partenariat avec Microsoft, l'un de ses premiers soutiens, selon la BBC. Dans ce cadre, l'entité non lucrative prend le nom de "Fondation OpenAI", tandis que la branche commerciale devient "OpenAI Group PBC". La Fondation OpenAI détiendra une participation évaluée à 130 milliards de dollars dans le groupe lucratif.

Nouvelle gouvernance et partage du capital avec Microsoft

Cette part représente 26% du capital d'OpenAI Group PBC. Les employés et les membres actuels et anciens du conseil cumulent 47%, et Microsoft détient les 27% restants. Bien que la participation du géant de Redmond recule par rapport à environ 32,5% précédemment, le titre Microsoft a progressé de 1,98% après l'annonce, prolongeant l'effet positif des décisions du PDG Satya Nadella. OpenAI souligne que cette structure aligne davantage la mission de la Fondation: plus la réussite commerciale d'OpenAI est forte, plus ses bénéfices pour la partie non lucrative augmentent.

Un pacte cloud révisé et un focus stratégique sur la santé

L'accord actualisé prévoit l'achat de services cloud Azure pour 250 milliards de dollars. Toutefois, Microsoft ne conserve plus l'exclusivité en tant que fournisseur cloud par défaut d'OpenAI, et se réserve la possibilité d'exploiter des solutions d'IA d'autres acteurs, y compris en cas d'accès anticipé à des technologies d'IA générale (AGI) par une tierce partie.

Si OpenAI estime avoir atteint l'AGI, Microsoft codirigera, avec un comité externe, l'évaluation et la validation de ces allégations. Investisseur clé depuis 2019, Microsoft conserve un accès étendu aux produits d'OpenAI jusqu'en 2032, hors AGI et matériel. Par ailleurs, la Fondation OpenAI a annoncé comme première décision un investissement initial de 25 milliards de dollars dans la recherche en santé et son intégration avec l'IA.



Fortunes record : l'IA fabrique des milliardaires à grande vitesse

AI MAG

En 2025, les deals croisés entre OpenAI, Nvidia et AMD ont propulsé les valorisations, enrichissant Ellison, Page, Huang, Zuckerberg, Son, Ballmer et Dell. Mais l'effet FOMO alimente les craintes d'une bulle IA prête à éclater.

Les profits spectaculaires réalisés cette année s'expliquent par la multiplication des investissements croisés devenus monnaie courante dans l'écosystème de l'intelligence artificielle. OpenAI a annoncé des accords avec Nvidia et AMD: en investissant dans ces fabricants, l'organisation sécurise en retour l'accès aux puces IA dont elle a besoin. Ce schéma, désormais répandu, soutient les cours et entretient une dynamique d'achats réciproques.

Cette mécanique nourrit toutefois la peur d'une bulle IA susceptible d'éclater à tout moment. À mesure que s'accroissent les gains des investisseurs, les signaux d'alerte se renforcent. Stella Biderman, directrice exécutive d'EleutherAI, confie à Forbes que la volonté de "ne pas rater le coche" incite de nombreux acteurs à entrer précipitamment sur le marché, illustrant un effet FOMO qui déforme les fondamentaux.

Plusieurs fortunes ont bondi en 2025 sous l'effet direct de cette frénésie. Oracle s'est imposée comme une brique clé des data centers consacrés à l'IA, enchaînant les contrats, dont le gigantesque projet "Stargate" dédié à l'implantation de parcs de centres de données à environ 300 milliards de dollars sur près de cinq ans. Résultat: la fortune de Larry Ellison, fondateur et président d'Oracle, a grimpé de plus de 66%, soit plus de 139 milliards de dollars, faisant de lui le grand gagnant de la vague IA.

Chez Google, la diversification agressive dans l'IA du grand modèle Gemini aux offres cloud et aux infrastructures, a porté la fortune du cofondateur Larry Page, en hausse de plus de 30% avec un gain d'environ 47,6 milliards de dollars. Son associé Sergey Brin enregistre également une progression supérieure à 26%, soit plus de 39 milliards de dollars. L'annonce d'une nouvelle génération de Gemini et de puces IA maison a constitué un moment charnière pour la dynamique boursière.

Nvidia, devenue le standard de fait pour les GPU de centres de données IA, a vu ses carnets de commandes exploser au fil des ruées vers ses puces. La capitalisation a rejoint le club des trillions, et la fortune de Jensen Huang a bondi d'environ 47 milliards de dollars depuis fin 2024 jusqu'au début octobre 2025, soit plus de 40% de hausse.

Chez Meta, Mark Zuckerberg a dépensé des milliards pour attirer les meilleurs profils IA. Sans produit "grand public" définitif à ce stade, mais avec des modèles ouverts destinés aux chercheurs et aux entreprises, sa fortune a tout de même crû de plus de 20%, ajoutant plus de 43 milliards de dollars.

L'appétit de SoftBank pour l'IA s'est matérialisé par plus de 40 milliards de dollars investis dans des initiatives d'OpenAI pour les data centers. D'après Reuters, la fortune de Masayoshi Son a progressé de 142% en 2025, soit plus de 40 milliards de dollars, portée par ses mises sur OpenAI et d'autres acteurs du secteur.

L'écosystème Microsoft/OpenAI a, de son côté, conforté la position de Steve Ballmer parmi les grandes fortunes mondiales: +26% et plus de 33 milliards de dollars sur l'année, dans le sillage des paris gagnants de Satya Nadella. Enfin, Michael Dell a profité indirectement de l'essor de l'IA via Broadcom, spécialiste des puces réseau au cœur des data centers, davantage que par son groupe Dell lui-même.

Pour conclure, l'IA a propulsé la création de richesse à une vitesse inédite, mais la prolifération d'accords réciproques, la pression d'investissement et des valorisations extrêmes augmentent le risque d'une correction. L'enjeu n'est plus la naissance des fortunes, mais leur capacité à tenir lorsque l'euphorie retombera.



LODJ

LE KIOSQUE 2.0
DE L'ODJ MÉDIA

By Lodj

LE KIOSQUE 2.0
DE L'ODJ MÉDIA

Eco BUSINESS

PLF 2026

EL KOUT

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

LEGO dévoile Smart Play, une brique intelligente qui enrichit l'expérience des joueurs

Au cœur du système, une Smart Brick au format 2x4 intègre intelligence artificielle, capteurs, audio et batterie, et communique avec figurines et tags via BrickNet, rendant les constructions sensibles aux gestes et au contexte.

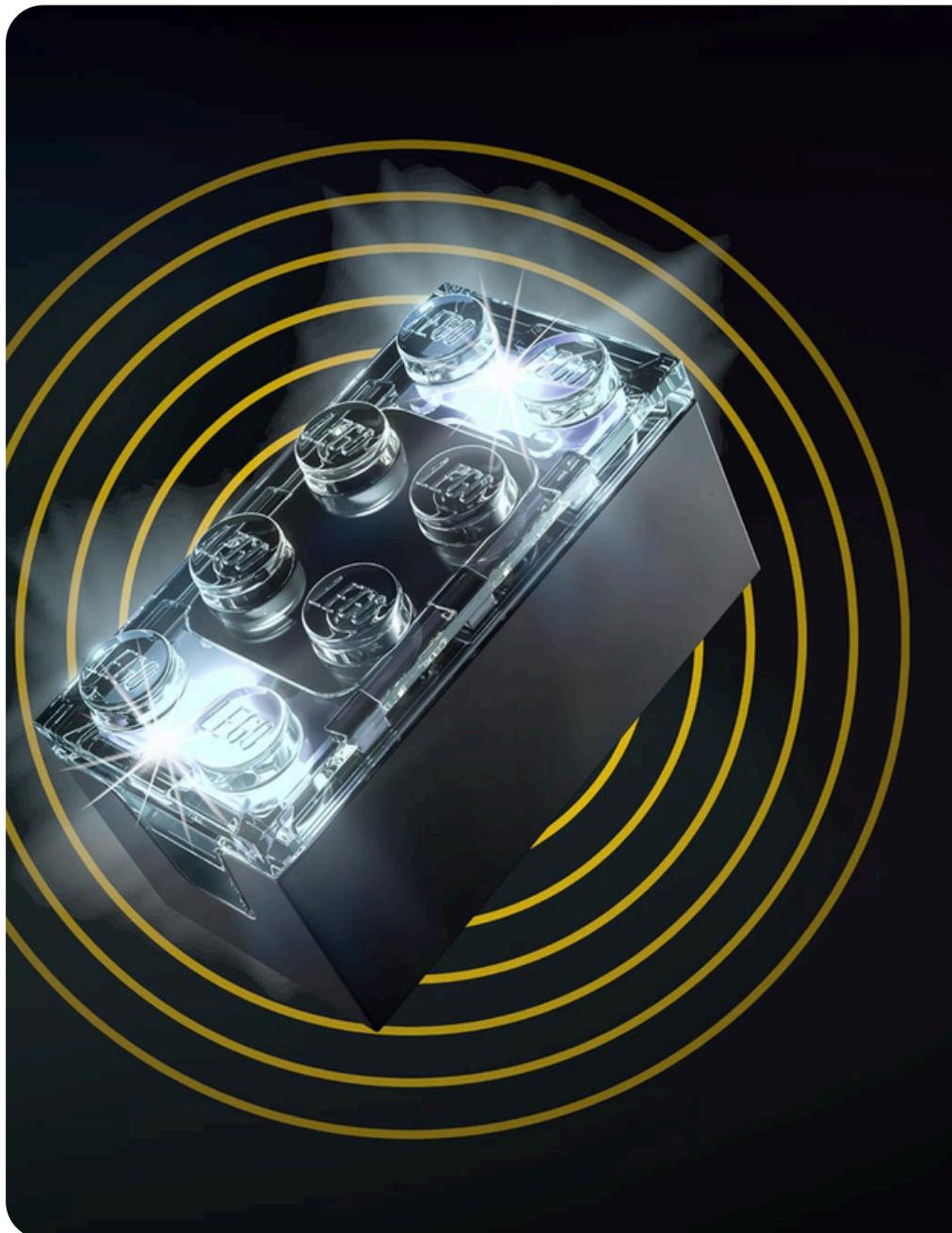
Il y a des phrases que l'on ne s'attend jamais à prononcer un jour. « Je ne pensais pas que mes petits-enfants joueraient au LEGO comme ma génération. »

Et pourtant, en ce début de vingt-et-unième siècle bien avancé, cette surprise prend la forme très concrète d'une brique. Une brique familière, presque rassurante. Mais une brique qui s'illumine, qui réagit, qui émet des sons. Sans écran. Sans application. Sans trahir l'esprit du jeu.

Au CES 2026, LEGO a dévoilé Smart Play, une évolution technologique aussi ambitieuse que discrète. Loin des gadgets tape-à-l'œil, la marque danoise poursuit une obsession ancienne : préserver le jeu libre tout en l'enrichissant. Smart Play ne remplace pas l'imagination, il l'accompagne. Il ne détourne pas l'enfant de ses briques ; il les rend plus expressives.

L'idée, sur le papier, paraît simple. Intégrer des sons, des lumières et des réactions contextuelles directement dans les constructions. Dans les faits, l'exercice relève de l'équilibriste.

Comment introduire de l'électronique sans transformer LEGO en jouet connecté dépendant d'un smartphone ? Comment innover sans rompre avec une esthétique qui traverse les générations ?



Smart Play apporte une réponse audacieuse : faire disparaître la technologie dans la matière même du jeu.

Au cœur du dispositif, une Smart Brick au format strictement identique à la mythique brique deux par quatre. À l'intérieur, capteurs de mouvement, de lumière et de son, haut-parleur miniature et batterie rechargeable par induction. Rien ne dépasse. Rien ne trahit sa nature.

Cette brique communique avec des figurines et des balises discrètes via un protocole interne baptisé BrickNet. Le résultat est troublant : un vaisseau incliné rugit, une figurine placée au bon endroit déclenche une musique, un choc provoque un impact sonore. Le tout, sans écran, sans hub, sans médiation numérique visible.

Pour lancer cette nouvelle ère, LEGO a choisi un terrain d'expérimentation évident : Star Wars. Trois sets inauguraux, attendus au printemps 2026, proposent des scènes iconiques capables de réagir aux gestes de l'enfant. Un X-Wing qui vrombit, un duel au sabre laser ponctué d'effets sonores, la Marche Impériale activée par la simple présence d'une figurine. Ici, le jeu ne s'arrête plus à la construction ; il se prolonge dans le mouvement, la mise en scène, presque le théâtre.

Ce choix n'est pas anodin. Star Wars est un univers sonore avant d'être visuel. Quelques notes suffisent à convoquer l'imaginaire collectif. Smart Play s'appuie sur cette mémoire partagée pour démontrer son potentiel sans longues notices ni interfaces complexes.

LEGO n'en est pourtant pas à sa première tentative de fusion entre physique et numérique. Des gammes comme Hidden Side, VIDIYO ou LEGO Mario ont exploré ce terrain, avec des fortunes diverses. Certaines ont séduit, d'autres se sont éteintes rapidement. La différence, cette fois, tient dans la retenue. Smart Play ne demande pas d'apprendre un nouvel usage ; il se glisse dans un geste déjà connu. La brique reste une brique. Elle écoute, elle réagit, mais elle n'impose rien.

Reste la question que se posent parents et grands-parents : la durabilité. LEGO promet un écosystème pérenne, des composants robustes, un suivi sur le long terme. Mais l'histoire des objets technologiques invite à la prudence. Une brique LEGO traverse les décennies. Une puce électronique, moins sûrement. L'enjeu est là : faire en sorte que l'innovation ne devienne pas une fragilité.

LEGO présente Smart Play comme sa plus grande évolution depuis l'apparition de la minifigurine. L'affirmation est forte, presque provocatrice. Mais elle traduit une intuition juste : l'avenir du jouet ne passe pas nécessairement par plus d'écrans, mais par des objets capables de dialoguer avec le monde réel.

Si la promesse est tenue, Smart Play pourrait réussir un pari rare : réunir trois générations autour d'un même jeu. Les grands-parents reconnaîtront les briques. Les parents salueront l'absence d'écran. Les enfants, eux, n'y verront qu'une chose : un univers qui répond à leur imagination. Et parfois, c'est exactement ainsi que le progrès se manifeste.



Votre nouvel assistant tient dans un pendentif : futur ou gadget ?

Votre nouvel assistant tient dans un pendentif : futur ou gadget ?

Vous avez déjà imaginé parler à votre IA comme à un meilleur ami, simplement en le portant sur vous ? Motorola y travaille, et le CES de Las Vegas a été le théâtre de cette première mondiale.

Un petit bijou high-tech qui fait plus que briller

Ce petit boîtier arrondi, discret et élégant, se fixe à vos vêtements ou pend autour du cou comme un pendentif tendance.

Pas de plastique cheap ici : il semble prêt à devenir un accessoire lifestyle à part entière.

Équipé d'une caméra et d'un micro, il capte votre environnement et réagit à vos demandes en temps réel.

Une petite LED signale quand il filme, histoire de rassurer les plus méfiants. Motorola joue la carte de l'originalité : l'IA sort de nos écrans et s'invite dans notre quotidien comme un compagnon discret mais efficace.

Traduction, orientation, infos : l'IA qui parle à votre place

Pendant le test, quelques minutes suffisent pour comprendre le potentiel. Vous voyez une affiche ? Demandez à l'assistant ce qu'elle annonce, et hop, il vous répond.

Besoin d'un itinéraire ou d'une traduction instantanée ? Motoia s'en charge. Imaginez discuter avec un Américain sans barrière linguistique : vous parlez français, il traduit dans ses écouteurs, il répond et Motoia retransmet vos mots en français.

Tout cela via Bluetooth, en connexion avec votre smartphone. L'expérience est fluide, presque magique, comme si votre technologie devenait naturelle, presque humaine.

Concept ou futur incontournable ? Motorola teste l'originalité

Pour l'instant, Motoia reste un prototype, un concept à explorer. Motorola teste nos réactions et semble prêt à ajuster chaque détail avant un éventuel lancement.

Mais ce petit bijou tech nous dit beaucoup sur la direction que prend la technologie : nos gadgets ne resteront plus sagement sur nos bureaux ou dans nos poches, ils nous accompagneront partout, près du corps et dans nos interactions sociales.

Entre curiosité et utilité, ce pendentif IA pourrait bien devenir le compagnon des urbains connectés, entre cafés de Rabat et souks de Marrakech.

Et qui sait ? Dans quelques années, on pourrait se demander comment on a fait sans lui, ce petit assistant suspendu à notre cou.

En attendant, le geste est tentant : tester, sourire, et surtout, montrer à ses amis que la tech peut aussi être chic, complice et un brin maline.



MAÎTRISER L'IA PLUTOT QUE LA SUBIR.



L'analyse complète et les contenus enrichis sont à découvrir dans la version augmentée de IAMAG sur PressPlus.

By Ladj

WWW.PRESSPLUS.MA

